



NOTE DE CONJONCTURE

Décembre 2020

© Insee 2020

Sommaire

Présentation	3
Activité économique	5
<i>La crise sanitaire a frappé un secteur automobile européen qui faisait face par ailleurs à des défis structurels majeurs</i>	13
Échanges extérieurs	18
Emploi et chômage	21
Prix à la consommation	24
Revenus des ménages	27
Consommation des ménages	30
Résultats des entreprises	35
Développements internationaux	37

Présentation

La fin d'année 2020 reste sous le signe de la crise sanitaire

2020 se termine et restera une année d'une extrême singularité sur le plan de la conjoncture économique. 10 mois après le début du premier confinement, la situation sanitaire demeure le principal déterminant de l'activité. Le deuxième déconfinement qui s'engage est ainsi plus graduel que le premier, compte tenu des incertitudes persistantes sur le développement à court terme de l'épidémie. Néanmoins, comme prévu, l'analyse des montants agrégés de transactions par carte bancaire CB montre que la réouverture fin novembre des commerces « non essentiels » a permis un rebond de la consommation des ménages.

Nos estimations pour le quatrième trimestre 2020 sont donc affinées, pour intégrer tout à la fois les dernières données disponibles et les nouvelles informations sur le rythme prévu de l'allègement des restrictions sanitaires. La consommation des ménages, qui aurait chuté en novembre à 15 % sous son niveau d'avant-crise, comblerait en décembre près des deux tiers de cet écart pour revenir à 6 % sous le niveau du quatrième trimestre 2019. Le contraste entre novembre et décembre serait un peu moins marqué s'agissant du produit intérieur brut (PIB), avec une perte d'activité estimée à 12 % en novembre puis ramenée à 8 % en décembre. Au total sur le dernier trimestre, l'activité retomberait donc à 8 % sous son niveau d'avant-crise (l'écart s'était réduit à 3,7 % au troisième trimestre), soit un recul d'environ 4 % en variation trimestrielle.

L'emploi pâtirait également de ce deuxième confinement : après le rebond vigoureux observé au troisième trimestre (+400 000 créations nettes entre fin juin et fin septembre), l'emploi salarié reculerait à nouveau au quatrième trimestre 2020 (-300 000 prévu). La population active se contracterait également, comme pendant le premier confinement, sous l'effet des difficultés à rechercher un emploi dans ces circonstances. Une nouvelle baisse en trompe-l'œil du taux de chômage serait alors observée (8 % prévu en fin d'année, après 9 % au troisième trimestre) ; en contrepartie, le halo autour du chômage augmenterait fortement.

En 2020, le PIB français a nettement plus baissé que le pouvoir d'achat des ménages

En moyenne annuelle, l'ordre de grandeur du recul du PIB en 2020 est confirmé à -9 %. Il est intéressant de se pencher sur la décomposition de cette baisse, selon les trois approches du PIB en comptabilité nationale (production, demande, revenu).

L'approche « production » reflète les forts contrastes sectoriels inhérents à la crise actuelle, les pertes d'activité étant largement conditionnées au degré d'exposition de chaque secteur aux mesures d'endiguement sanitaire. Ainsi, le recul de 9 points du PIB sur l'année est surtout un recul des services marchands (contribution de 5 points), en particulier des transports, de l'hébergement-restauration, du commerce et des services aux ménages. La construction, l'industrie et les autres services ont également été affectés, en particulier pendant le premier confinement, avant d'apprendre à « vivre avec le virus » via les protocoles sanitaires et le télétravail.

Selon l'approche « demande », près de 8 points des 9 % de recul du PIB sont liés à la contraction de la demande intérieure et 2 points à celle du commerce extérieur, la contribution des variations de stocks ayant été, en sens inverse, légèrement positive. Tous les principaux postes de la demande se sont bien sûr contractés en 2020 et le recul de la consommation des ménages (laquelle représente plus de la moitié du PIB) pèse lourd dans cette contraction. Mais la consommation des ménages a moins chuté que le PIB, à l'inverse des exportations.

Enfin, l'approche « revenu » traduit les soutiens budgétaires massifs qui ont visé à protéger les revenus et le tissu productif, même si en la matière des disparités existent entre les ménages ou entre les entreprises. Ainsi, en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages ne baisserait « que » de l'ordre de 0,3 % en 2020, et de 0,9 % en le ramenant au nombre d'unités de consommation. Cela traduit notamment le fait que grâce au dispositif de chômage partiel, l'emploi baisserait beaucoup moins que l'activité : entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2020, 600 000 emplois salariés (et 700 000 en incluant les non-salariés) seraient détruits, soit 2,3 % du niveau d'avant-crise. Le taux de marge des entreprises perdrait quant à lui près de 4 points en moyenne sur l'année¹. La plus grande partie des pertes de revenus liées à la crise serait prise en charge par le compte des administrations publiques.

Au moment du premier confinement, l'activité économique française a eu tendance à chuter plus lourdement que dans d'autres pays, mais pour rebondir vivement ensuite

Les comparaisons internationales restent difficiles à plusieurs titres. Tout d'abord, les comptes nationaux ont souvent dû innover pour s'adapter aux singularités de la période actuelle. Or, ces innovations ne sont

¹ Cette baisse serait en partie liée au fait qu'en 2019, le dernier versement du CICE au titre de l'année 2018 s'est cumulé avec la mise en place de nouveaux allègements de cotisations sociales, en remplacement de ce CICE.

pas forcément homogènes d'un pays à l'autre. Par ailleurs, la situation sanitaire comme la conjoncture économique demeurent très évolutives. C'est donc plutôt sur le temps long que les comparaisons devront être établies. Néanmoins, les résultats des comptes trimestriels tout comme les données à haute fréquence fournissent d'ores et déjà quelques enseignements.

Il apparaît ainsi que relativement à d'autres pays dont notamment l'Allemagne, la chute d'activité en France a été, à la mi-mars, plus soudaine et de plus grande ampleur. Mais le rebond qui a suivi a, symétriquement, été plus net en France. En particulier, la consommation des ménages y a très vite retrouvé, au début de l'été, un niveau proche de son niveau d'avant-crise. En novembre, l'intensité de l'épidémie a conduit à un reconfinement en France, de manière plus précoce qu'en Allemagne où un durcissement significatif des restrictions a été annoncé pour la mi-décembre.

La crise porte ainsi la marque de son déclencheur sanitaire : à court terme, son calendrier est celui de l'épidémie. À rebours des crises économiques précédentes où l'activité française avait pu avoir tendance à moins baisser pour ensuite rebondir plus lentement que dans d'autres pays, les mouvements ont été, en particulier au printemps, de très grande ampleur en France. Ce sont en effet surtout les services aux ménages qui ont été frappés alors que, lors des crises précédentes, ils avaient pu jouer un rôle d'amortisseur. Même la production des administrations publiques n'a pas été épargnée par la crise, alors qu'elle n'est d'ordinaire que peu sujette aux fluctuations conjoncturelles. En revanche, les puissants soutiens budgétaires publics ont contribué, à l'issue du premier confinement, au rebond économique plus vif qu'attendu.

2021, le temps des remèdes ?

Sur le plan sanitaire comme sur le plan économique, les politiques publiques ont dû en 2020 parer au plus pressé : il s'est agi de prendre des mesures drastiques pour limiter les pertes humaines, tout en tentant économiquement, malgré la bourrasque, de maintenir à flot les ménages et les entreprises.

Avec 2021 devrait arriver le temps des remèdes plus pérennes. L'espoir est en particulier que la vaccination permette de juguler l'épidémie et de lever les restrictions qui pèsent sur la vie économique et sociale. Les économies européennes devraient, en parallèle, bénéficier – au-delà des soutiens d'urgence – des différents plans de relance préparés ces derniers mois.

À court terme néanmoins, la situation sanitaire continuera de faire l'objet d'une vigilance accrue et il est possible que pendant quelques mois encore la reprise ondoie au gré des mesures de restrictions. Par ailleurs d'autres aléas, dont notamment les modalités du Brexit, sont susceptibles d'affecter les prévisions.

Nous faisons l'hypothèse d'une stabilisation progressive de la situation sanitaire, qui permettrait d'ici juin de retrouver une activité économique proche de celle observée pendant l'été dernier. Notre scénario s'appuie, entre autres, sur les anticipations exprimées par les entreprises dans l'enquête Acemo-Covid. Le PIB rebondirait ainsi de +3 % au premier trimestre 2021, puis de +2 % au deuxième. L'activité en juin 2021 ne serait ainsi plus « que » 3 % sous son niveau d'avant-crise. L'« acquis de croissance² » annuelle s'élèverait mi-2021 à 6 %. Ce chiffre est élevé mais il reflète surtout le point très bas que constitue 2020. En parallèle, l'inflation, quasi nulle fin 2020, se redresserait d'ici juin 2021.

La chronique au mois le mois de la reprise économique demeure néanmoins incertaine d'ici la mi-2021, le risque d'un nouvel emballement épidémique faisant peser une épée de Damoclès au-dessus des activités les plus susceptibles d'être bridées par les mesures d'endiguement, activités qui représentent tout de même environ 10 % du PIB français. ■

2 L'acquis de croissance correspond au taux de croissance du PIB entre 2020 et 2021 que l'on obtiendrait si le PIB demeurait jusqu'à la fin de 2021 au niveau du dernier trimestre prévu (ici, le deuxième trimestre 2021). Il n'est cependant pas « acquis » (en cas d'éventuelle nouvelle contraction du PIB au second semestre 2021, par exemple).

Activité économique

L'activité économique a chuté de manière inédite au deuxième trimestre 2020, à -18,9 % en écart au quatrième trimestre 2019, puis un fort rebond a ramené cet écart à -3,7 % au troisième trimestre. Le dernier trimestre de 2020 est marqué par une deuxième vague épidémique et la mise en place, fin octobre, d'un nouveau confinement de la population, avec des modalités toutefois un peu moins contraignantes et une durée moindre qu'au printemps. L'écart d'activité avec le niveau d'avant-crise se serait à nouveau creusé en novembre, à -12 %, mais de façon moindre qu'en avril (-31 %).

La levée des restrictions, plus graduelle qu'en mai, a commencé par la réouverture des commerces « non essentiels » et l'extension du rayon des déplacements le 28 novembre. Une deuxième étape, à partir du 15 décembre, réautorise une circulation limitée par un couvre-feu, toutefois sans réouverture des activités culturelles, ni des restaurants et des bars. Le rebond de l'activité économique serait quelque peu atténué par ces mesures de restrictions prolongées : la perte d'activité se situerait ainsi à -8 % en décembre, et à -8 % également sur l'ensemble du quatrième trimestre 2020.

Au total pour 2020, notre prévision de contraction annuelle du PIB français reste inchangée à -9 % par rapport à 2019. Au tournant de l'année, les prévisions pour 2021 sont marquées par de forts aléas. La perspective d'une campagne de vaccination devrait se concrétiser, mais les risques de regain de

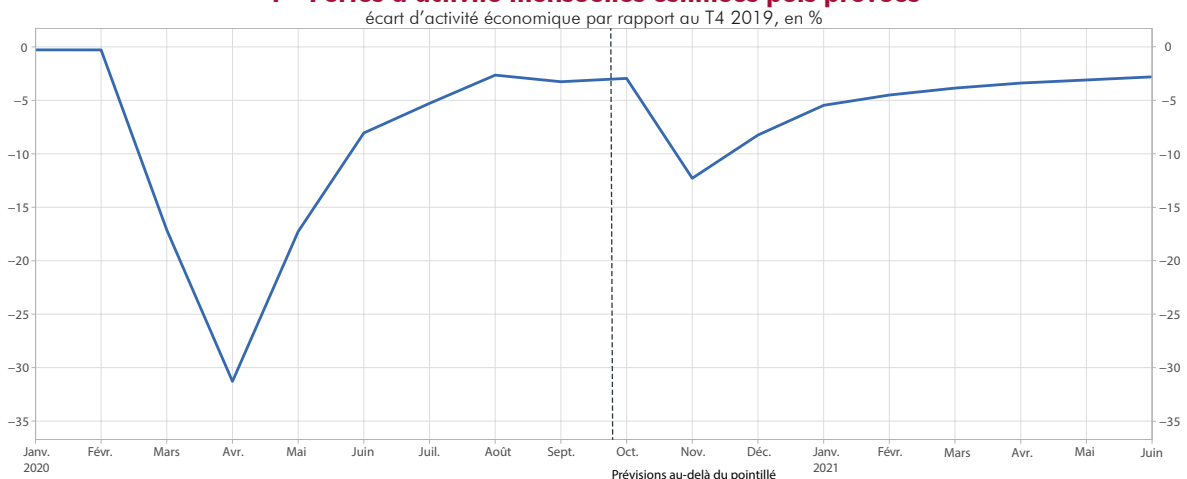
circulation du virus resteraient présents d'ici la mi-2021. En faisant néanmoins l'hypothèse d'une situation épidémique stabilisée et sous contrôle et de restrictions sanitaires suivant le calendrier annoncé, le rebond début 2021 conduirait à un écart d'activité de -5 % au premier trimestre par rapport au niveau d'avant-crise puis de -3 % au deuxième trimestre. L'acquis de croissance annuelle pour 2021 serait alors de +6 % fin juin.

Après un net recul en novembre, l'activité économique française commencerait à rebondir en décembre avec l'allègement graduel des mesures de restrictions

Après un point très bas pendant le premier confinement en avril (-31 % en écart à l'avant-crise) et un rebond très vif jusqu'en août (écart réduit à -3 %), la reprise de l'activité économique s'est tassée en septembre-octobre (*graphique 1*).

Suite au confinement instauré le 30 octobre, l'amélioration de la situation sanitaire a permis un allègement des mesures de restrictions depuis le 28 novembre (réouverture des commerces « non essentiels », moindres limitations des déplacements). Une deuxième étape est programmée pour le 15 décembre (fin des limitations de déplacements en journée et instauration d'un couvre-feu) mais elle est plus stricte que ce qui était anticipé : en particulier,

1 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues



Lecture : en novembre 2020, l'activité économique aurait été en retrait d'environ 12 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle s'établirait en décembre 2020 à -8 % et en juin 2021 à -3 %.

Source : Insee, calculs à partir de sources diverses

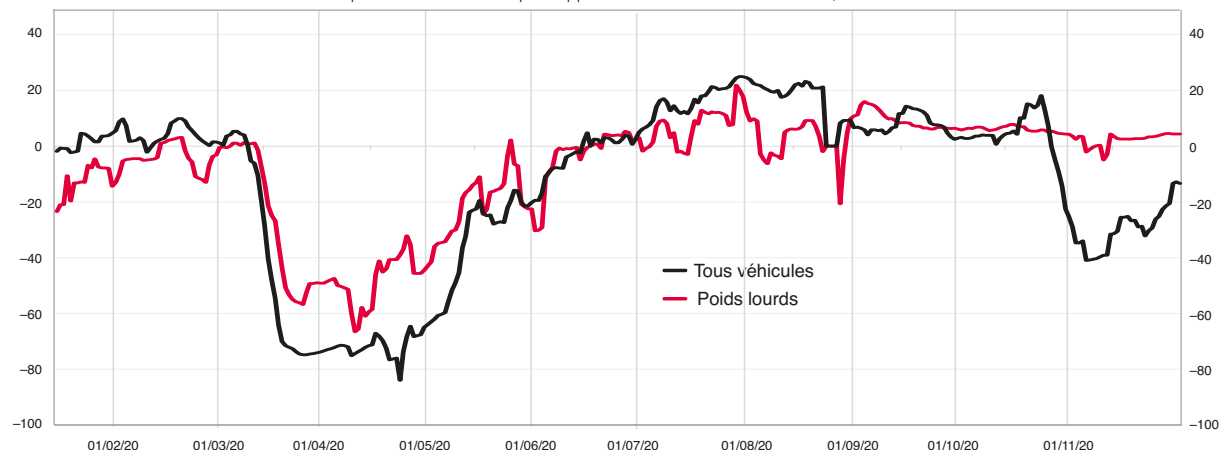
certaines activités culturelles (cinémas, théâtres, musées...) resteront fermées jusqu'à début janvier au moins, compte tenu des inquiétudes qui persistent sur la situation sanitaire.

Les indicateurs à haute fréquence disponibles sur les premiers jours de décembre traduisent la reprise progressive de l'activité. Le trafic routier tous véhicules en France, qui s'était contracté d'un tiers environ en novembre, a amorcé un rebond depuis la fin novembre, tout en restant encore nettement en deçà de son niveau d'avant-crise (*graphique 2*). Le trafic poids lourds, peu affecté pendant le deuxième confinement, reste quant à lui à un niveau globalement stable, traduisant le moindre impact des mesures de restrictions sur les déplacements directement liés à l'activité industrielle. L'indicateur de temps passé chez soi en écart à une situation normale, dont le profil sur les mois passés est proche de

celui des pertes d'activité, fait apparaître sur la première semaine de décembre (30 novembre - 6 décembre) une part du temps passé chez soi plus faible que celle des quatre semaines confinées de novembre, en lien avec la réouverture de nombreux magasins avant les fêtes de fin d'année et l'extension des possibilités de déplacements autour du domicile (*graphique 3*). S'agissant en revanche des secteurs toujours soumis à des restrictions d'activité, le nombre de requêtes des mots « restaurant » ou « hôtel », « cinéma » ou « théâtre » dans le moteur de recherche Google, restent à des niveaux très faibles par rapport à octobre, reflet de la perte d'activité importante de ces secteurs (*graphique 4*). Les moindres limitations des déplacements ont conduit au contraire à une hausse des requêtes associées au mot « train » ou « vol », hausse légère pour le train mais beaucoup plus visible pour l'avion et reflétant probablement des comportements

2 - Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



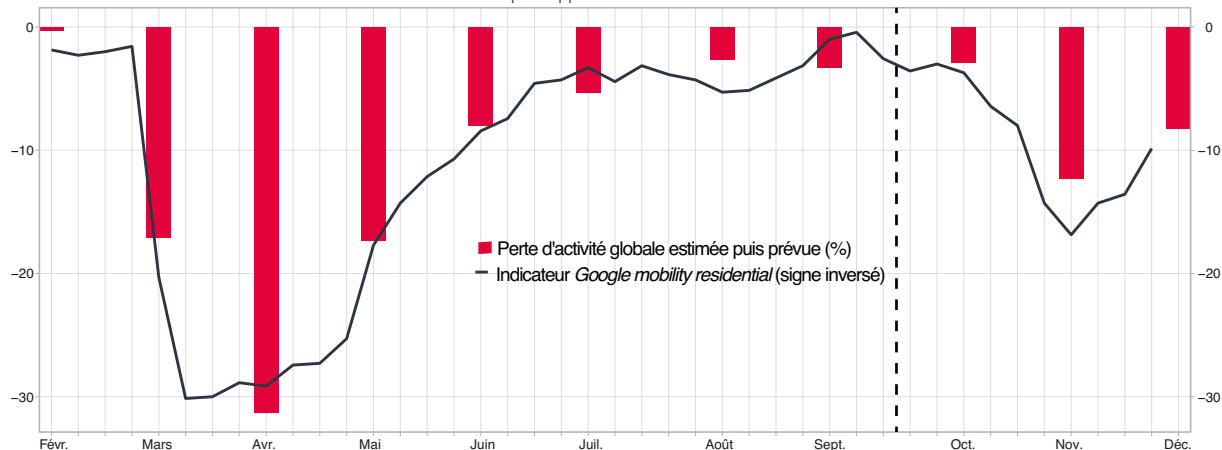
Lecture : le 8 novembre 2020, le trafic routier en France était de 2 % inférieur pour les poids lourds et de 41 % inférieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant-crise.

Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant-crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires et au début du confinement. Pour plus de lisibilité, on a lissé la série avec une moyenne mobile sur 7 jours.

Source : Cerema, calculs Insee

3 - Indicateur de temps total hebdomadaire passé chez soi et pertes d'activité mensuelle estimées et prévues

en écart par rapport à une situation normale



Lecture : durant la première semaine de décembre, le temps passé chez soi a été supérieur de 10 % par rapport à une situation normale.

Note : les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 6 décembre. Les valeurs hebdomadaires sont la moyenne des valeurs quotidiennes de l'indicateur.

Source : Google Maps Mobility

d'anticipations en vue des fêtes de fin d'année. Enfin, les données de consommation d'électricité des clients Enedis, sur la période du 1^{er} janvier 2017 au 27 novembre 2020, permettent de distinguer la consommation du « résidentiel » et du « hors résidentiel » (*graphique 5*). Entre le 30 octobre et le 27 novembre, la consommation du « hors résidentiel » a été inférieure au niveau moyen d'environ 10 % (contre -22 % entre le 17 mars et le 11 mai, puis une reprise progressive jusqu'à un retour à la normale en août) – reflétant ainsi les moindres restrictions sur l'activité, notamment dans l'industrie. La consommation du « résidentiel » a été sur la même période

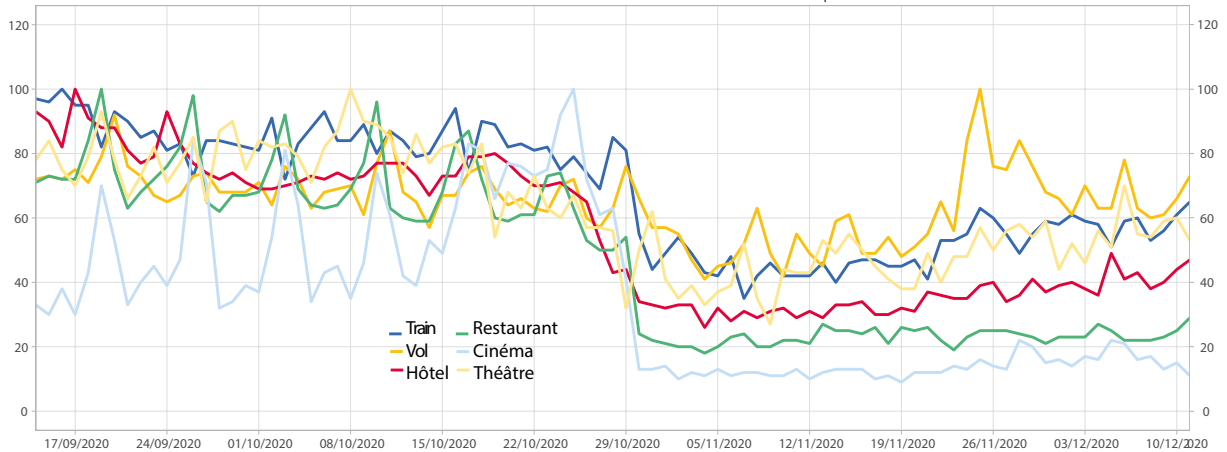
supérieure au niveau moyen, dans une amplitude similaire à celle du premier confinement.

Au total, l'activité se dégraderait au quatrième trimestre, surtout dans les secteurs les plus directement affectés par les mesures de restrictions

Depuis le *Point de conjoncture* du 2 décembre 2020, de nouvelles remontées statistiques sur le mois d'octobre ont conduit à réviser légèrement la perte d'activité, à -3 % par rapport à son niveau d'avant-crise (contre -4 % dans le dernier *Point*). Le scénario de

4 - Fréquence de recherche de mots-clés sur internet

en % du niveau maximal de la série durant les 90 derniers jours



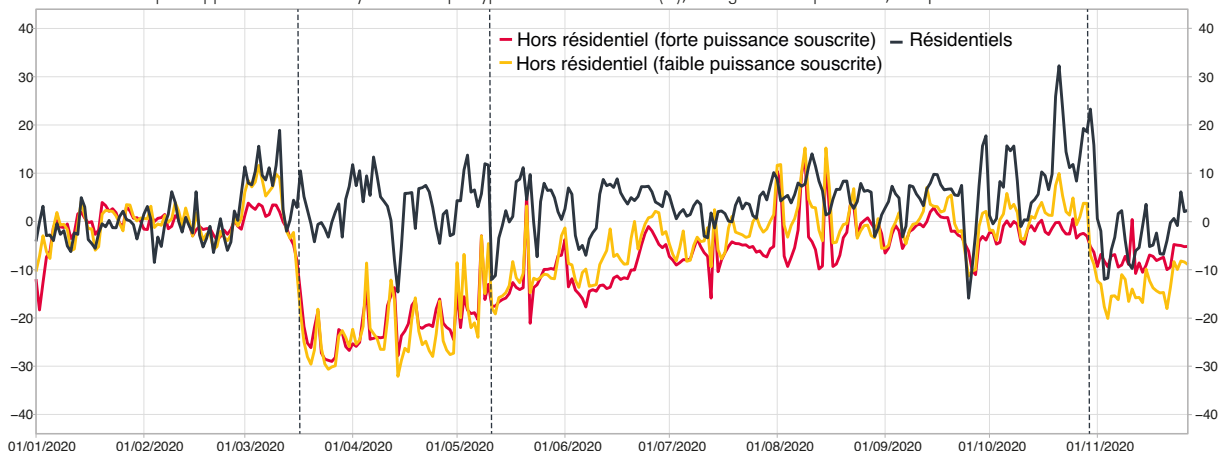
Lecture : le 11 décembre, la fréquence des requêtes du terme « vol » sur Google s'élevait à 73 % de son niveau maximal depuis mi-septembre, niveau atteint le 25 novembre.

Note : pour chaque série, l'indice est fixé à 100 au maximum de fréquence observé durant les 90 derniers jours.

Sources : Google Trends. Calculs Insee

5 - Consommation d'électricité selon le type de client Enedis

écart par rapport au niveau moyen de chaque type de consommation (%), corrigé des températures, des jours ouvrés et des mois



Les trois lignes en pointillé verticale indiquent successivement l'entrée puis la sortie du premier confinement et l'entrée dans le deuxième confinement.

Lecture : le vendredi 27 novembre, la consommation d'électricité du hors résidentiel (forte puissance souscrite) a été inférieure d'environ 5 % au niveau moyen de consommation d'un vendredi de novembre aux températures similaires.

Note : Enedis est le principal distributeur d'électricité (80 % de la consommation de France métropolitaine). Ces données de consommation par type de client proviennent du profilage dynamique de la consommation de l'intégralité des clients du réseau d'Enedis.

Sources : Enedis. Calculs Insee

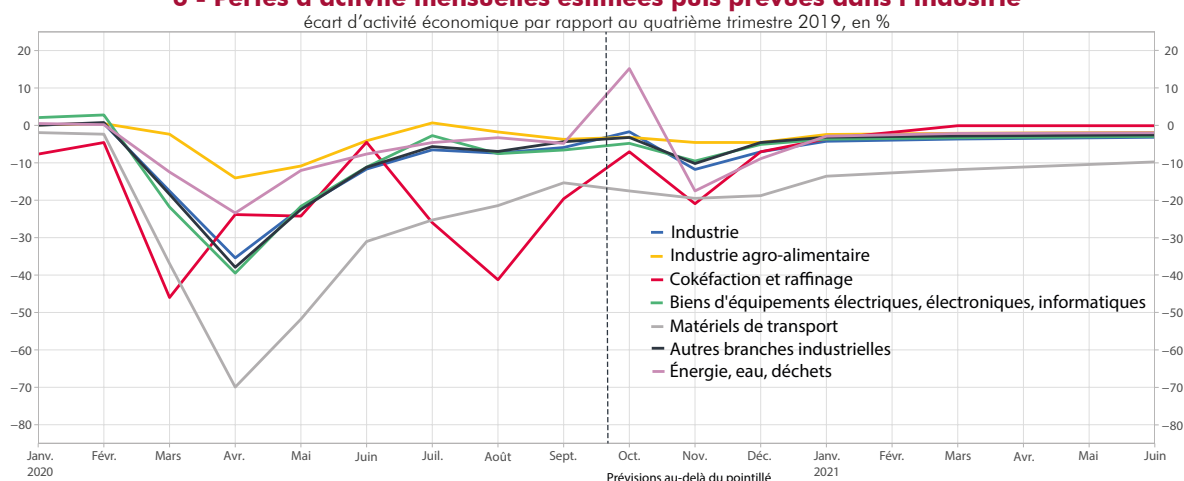
fin d'année est similaire, à l'exception des nouvelles annonces sur la réouverture différée des activités culturelles. En conséquence, notre estimation, quoique légèrement ajustée pour les mois de novembre et décembre, resterait à respectivement -12 % et -8 % de perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise. La perte serait de -8 % sur l'ensemble du trimestre (*tableau 2*). Les branches les plus directement concernées par les mesures de restrictions de novembre (hébergement-restauration, services de transports, activités de loisirs...) auraient enregistré les plus fortes baisses, malgré des adaptations partielles au cadre réglementaire (*graphiques 6 et 7*). À l'inverse, les branches moins directement exposées à ces mesures (industrie, construction, activités scientifiques et de soutien) auraient été moins affectées, bien que les anticipations négatives sur la situation globale et les interdépendances avec des branches directement impactées aient pu peser sur leur activité. La levée échelonnée

des restrictions dicterait le rythme – toujours contrasté selon les branches – du rebond de décembre. L'ouverture des commerces « non essentiels » fin novembre stimulerait le commerce de détail et l'activité des industries manufacturières, compte tenu du rebond associé de la demande et du contexte des fêtes de fin d'année. Les autres activités de services et les transports et une partie des autres activités de service verraient une légère amélioration de leur situation, tandis que la restauration et les activités culturelles, faute de réouverture, resteraient au même niveau qu'en novembre.

La prévision de contraction du PIB annuel est maintenue à -9 %

Comme dans la *Note de conjoncture* d'octobre 2020, nous proposons une prévision de PIB pour le quatrième trimestre décomposée selon les différents postes de la demande, cohérente

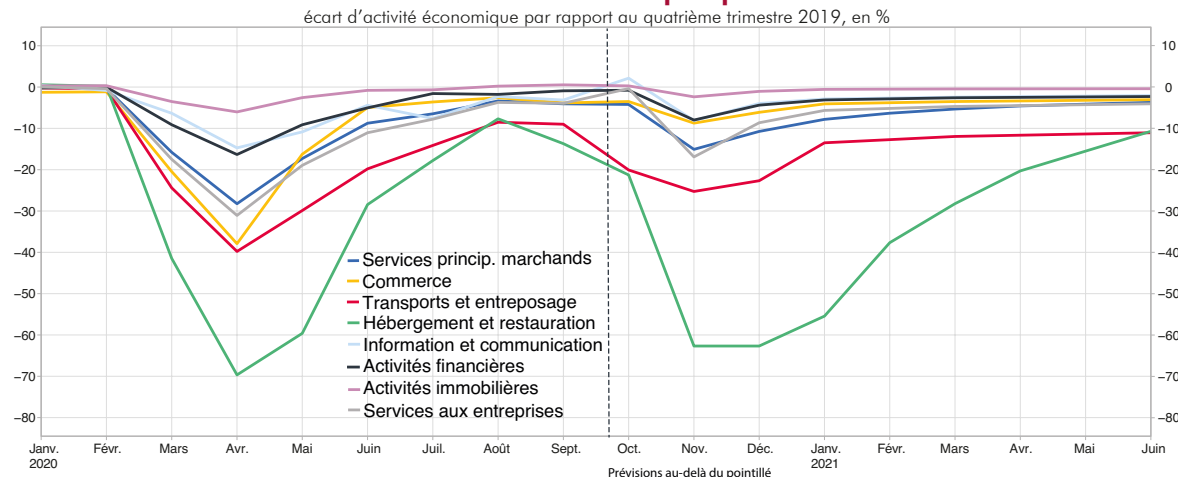
6 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues dans l'industrie



Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique dans la branche de la fabrication de matériels de transport serait en retrait d'environ 19 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019.

Sources : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

7 - Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues dans les services



Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique dans la branche de l'hébergement-restauration serait en retrait d'environ 63 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019.

Sources : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

avec le cadre comptable des comptes nationaux trimestriels (*tableau 2*). Au total sur l'année 2020, le PIB se contracterait de 9 %, prévision similaire à celle publiée en juillet dernier, même si la chronique mensuelle a été plus heurtée qu'anticipé : le rebond au troisième trimestre a été plus vigoureux qu'attendu, tandis qu'inversement le quatrième trimestre est plus dégradé, du fait du deuxième confinement. La consommation des ménages, principale composante de la demande, reculerait de 7 % sur l'année et contribuerait pour environ 4 points à la baisse du PIB (*graphique 9*). L'investissement des

entreprises reculerait davantage (-9 %). Enfin, la contribution du commerce extérieur à l'évolution du PIB serait également négative, à hauteur de -2 points, la chute des exportations étant plus prononcée que celle - déjà marquée - des importations (-18 % et -11 % respectivement). Les contributions relatives au PIB des principales composantes de la demande seraient différentes au quatrième trimestre, en comparaison avec le deuxième trimestre (*graphique 8*). Ainsi, la consommation des ménages contribuerait à hauteur de trois quarts de la baisse du PIB (contre un peu plus de la moitié au deuxième).

Tableau 1 - Prévision détaillée de perte d'activité par trimestre et de croissance annuelle
en écart au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en %

Branches	poids*	2020				2020**	Contrib. en 2020	2021		Acquis 2021***
		T1	T2	T3	T4			T1	T2	
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-1,3	-1,9	-1,6	-2	-3	0	-1	-1	1
Industrie	14	-5,6	-23,1	-6,6	-7	-12	-2	-4	-3	8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,6	-9,7	-1,6	-4	-4	0	-2	-2	2
Cokéfaction et raffinage	13	-19,4	-17,5	-29,0	-12	-30	0	-2	0	23
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-5,6	-24,1	-5,6	-6	-12	0	-3	-3	8
Fabrication de matériels de transport	2	-13,7	-50,9	-20,7	-19	-28	0	-13	-10	20
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,9	-23,9	-5,7	-6	-11	-1	-3	-3	9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-3,9	-14,4	-4,2	-4	-8	0	-3	-2	5
Construction	6	-13,7	-31,3	-5,5	-9	-14	-1	-4	-4	13
Services principalement marchands	57	-5,4	-18,1	-4,6	-10	-9	-5	-6	-4	5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-7,6	-19,7	-3,3	-6	-9	-1	-4	-3	6
Transports et entreposage	5	-8,4	-29,8	-10,5	-23	-18	-1	-13	-11	7
Hébergement et restauration	3	-13,6	-52,6	-13,1	-49	-32	-1	-40	-16	15
Information et communication	5	-2,3	-10,0	-4,3	-3	-4	0	-3	-2	3
Activités financières et d'assurance	4	-3,1	-10,2	-1,4	-4	-5	0	-3	-2	2
Activités immobilières	13	-1,0	-3,1	0,0	-1	-1	0	-1	0	1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-6,0	-20,4	-5,1	-9	-10	-1	-5	-4	6
Autres activités de services	3	-10,5	-41,9	-14,9	-32	-25	-1	-18	-7	21
Services principalement non marchands	22	-4,4	-15,7	0,6	-3	-5	-1	-1	0	6
Total	100	-5,9	-18,9	-3,7	-8	-9	-9	-5	-3	6
dont principalement marchands	78	-6,0	-19,6	-5,0	-9	-10	-8	-6	-4	6
dont principalement non marchands	22	-4,4	-15,7	0,6	-3	-5	-1	-1	0	6

■ Prévisions

* poids de la branche dans la valeur ajoutée totale, en 2018.

** variation de moyenne annuelle en 2020 par rapport à 2019

*** acquis de croissance pour 2021, correspondant au taux de croissance annuel que l'on obtiendrait si le PIB restait, au second semestre 2021, au niveau prévu pour le 2^e trimestre 2021.

Lecture : au quatrième trimestre 2020, l'activité économique serait en retrait de 8 % par rapport au quatrième trimestre 2019. Le PIB reculerait en 2020 de 9 % par rapport à 2019 avant de rebondir au premier semestre 2021, portant l'acquis de croissance à mi-année pour 2021 à 6 %.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

À l'inverse, l'investissement des entreprises et le solde commercial contribueraient moins.

En mars 2021, et conditionnellement à la stabilisation de la situation sanitaire, l'activité reviendrait à son niveau d'octobre 2020

Comme dans les *Points de conjoncture* publiés avant le deuxième confinement, l'enquête Acemo-Covid, réalisée par la Dares avec l'appui

de l'Insee, a été mobilisée pour établir une projection de l'activité sur les six premiers mois de 2021 (*encadré*). Cette projection s'appuie sur les anticipations des entreprises sur leur rythme de reprise, telles qu'exprimées dans les résultats provisoires de l'édition de décembre de l'enquête. Agrégés à un niveau sectoriel, les réponses des entreprises permettent de construire une trajectoire d'évolution de l'activité pour les mois à venir, et ce dans les différents secteurs.

Suivant cette projection, et conditionnellement à une stabilisation de la situation sanitaire, l'activité

Tableau 2 - Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés
variations T/T-1 (en %)

	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Produit intérieur brut	0,5	0,3	0,1	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	-4	1,5	-9
Importations	1,2	0,1	0,6	-0,8	-5,6	-16,8	16,8	0	2,6	-11
Total des ressources	0,6	0,2	0,2	-0,4	-5,7	-14,4	18,0	-4	1,6	-10
Dépenses de consommation des ménages	0,6	0,5	0,4	0,2	-5,7	-11,4	17,9	-6	1,5	-7
Dépenses de consommation des administrations*	0,3	0,5	0,5	0,4	-3,4	-11,8	17,2	-4	1,6	-5
dépenses individualisables des APU	0,3	0,5	0,4	0,5	-3,3	-10,6	15,8	-7	1,7	-5
dépenses collectives des APU	0,3	0,4	0,8	0,2	-2,4	-10,7	14,9	0	1,7	-3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1,2	1,3	1,2	0,3	-10,5	-14,5	23,9	-3	4,3	-11
Entreprises non financières (ENF)	0,9	1,0	1,2	0,2	-8,9	-13,1	20,7	-2	3,7	-9
Ménages	0,3	1,2	0,7	0,4	-14,2	-17,6	31,9	-4	1,8	-15
Administrations publiques	2,4	2,0	1,4	0,2	-10,5	-15,8	26,8	-2	7,7	-10
Exportations	0,5	-0,5	-0,4	-0,9	-6,5	-25,1	22,1	-1	1,8	-18
Contributions (en point)										
Demande intérieure hors stocks**	0,6	0,7	0,6	0,3	-6,3	-12,3	19,5	-5	2,2	-8
Variations de stocks**	0,1	-0,2	-0,1	-0,4	0,7	0,9	-1,5	1	-0,4	0
Commerce extérieur	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	-2,3	0,7	0	-0,3	-2

Prévisions

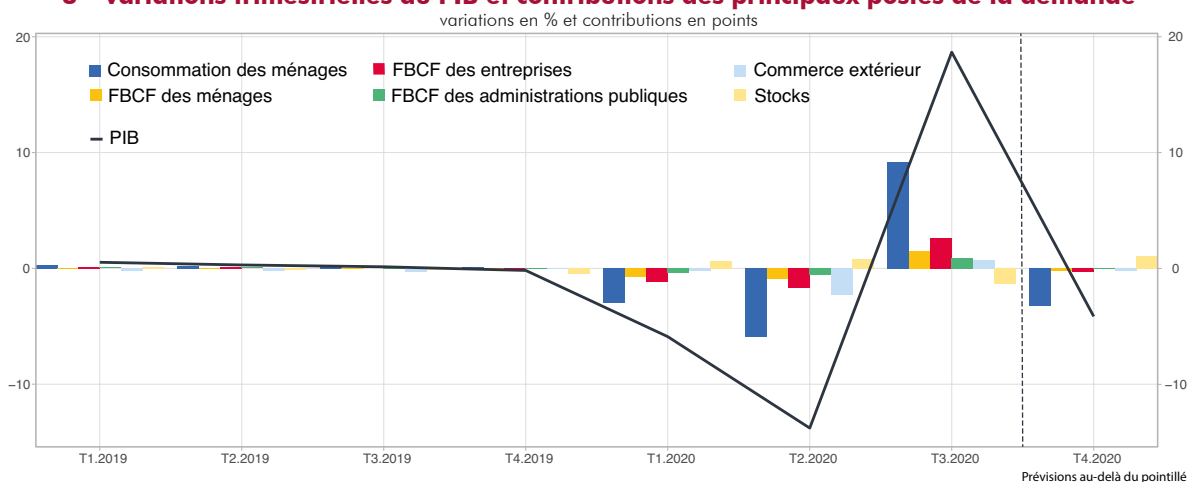
* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Lecture : en 2020, les importations auraient diminué de 11 % par rapport à 2019.

Source : Insee

8 - Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande



Lecture : au quatrième trimestre 2020, le PIB se contracterait d'environ 4 % ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ -3 points.

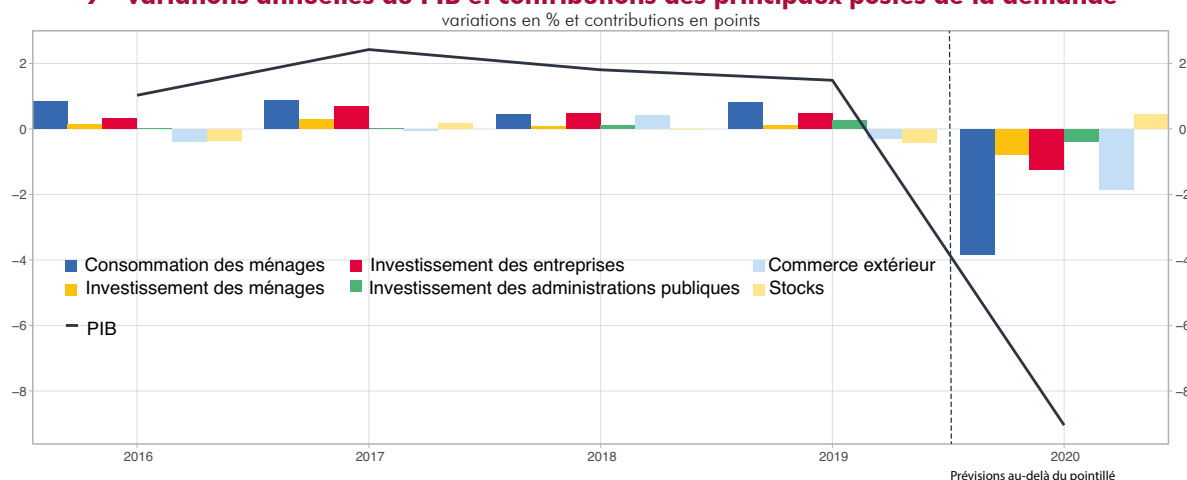
Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

pourrait retrouver en mars un niveau proche de celui d'octobre 2020 puis atteindrait en juin un niveau seulement 3 % en deçà de celui du quatrième trimestre 2019 (*graphique 1*). Par grands secteurs, la progression de l'activité serait marquée par les hétérogénéités déjà visibles lors du rebond de l'été 2020. Dans l'industrie, le retour graduel à la normale, entamé dès la fin du premier confinement et modérément affecté par le deuxième, se poursuivrait en 2021 (*graphique 6*). Le secteur des matériels de transport cependant (en particulier la construction aéronautique) se distinguerait, comme l'été dernier, par une activité plus diminuée que celle des autres secteurs industriels. Dans les services, les hétérogénéités seraient plus accentuées : après le recul lié en novembre au deuxième confinement, recul certes moindre qu'en avril mais néanmoins marqué, la reprise de l'activité conduirait la

plupart des services à se situer en juin 2021 à moins de 3 % de leur niveau d'avant-crise (*graphique 7*). En revanche, après leur forte chute d'activité en 2020 et dans un contexte où des mesures de restrictions résiduelles perdureraient pendant la première moitié de l'année, les services directement concernés par ces mesures (hébergement-restauration, activités de loisirs, services de transport) resteraient nettement plus dégradés que les autres, avec une perte d'activité entre 7 et 10 % en juin 2021.

Au total, la reprise de l'activité sur les six premiers mois de 2021 conduirait à une progression du PIB de +3 % environ au premier trimestre puis de +2 % au deuxième. L'acquis de croissance pour l'année 2021 se situerait alors fin juin autour de +6 % (*tableau 3*). ■

9 - Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande



Lecture : en 2020, le PIB se contracterait d'environ 9 % ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ -4 points.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Tableau 3 - Estimation puis prévision des pertes d'activité économique jusqu'à la mi-2021

en %

	2020				2021		2020	acquis 2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2		
évolution	-5,9	-13,8	+18,7	-4	+3	+2	-9	+6
perte d'activité	-5,9	-18,9	-3,7	-8	-5	-3		

Lecture : au quatrième trimestre, la perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée à -8 % ; soit une chute du PIB d'environ -4 % par rapport au troisième trimestre, après un rebond de 18,7 % au troisième.

Note : la perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport au quatrième trimestre 2019. En revanche, la variation de PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent. L'acquis de croissance pour 2021 correspond au taux de croissance annuel que l'on obtiendrait si le PIB restait, au second semestre 2021, au niveau prévu pour le 2^e trimestre 2021.

Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

Encadré

Les trajectoires sectorielles d'activité prévues jusqu'en juin 2021 reposent sur les résultats provisoires de l'édition de décembre de l'enquête Acemo-Covid, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee. La question considérée est la suivante : « Dans combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va retrouver son niveau normal ? »

1. *L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale*
2. *L'activité reviendra à la normale d'ici un à trois mois*
3. *L'activité reviendra à la normale d'ici trois à six mois*
4. *L'activité mettra plus de six mois à revenir à la normale*
5. *L'activité a été affectée de manière plus durable et mettra plus d'un an à revenir à la normale*
6. *Ne sais pas »*

Au niveau de chaque secteur, les réponses des entreprises à cette question sont appliquées aux estimations d'activité économique de ces derniers mois, pour en déduire une trajectoire de retour à la normale. Les modalités sont interprétées dans le sens de l'hypothèse la plus tardive (par exemple, à la réponse « L'activité reviendra à la normale d'ici trois à six mois », on retient l'hypothèse d'un retour à six mois). En effet, le contexte d'incertitude actuelle sur l'évolution de la situation sanitaire tend à tempérer le rythme de reprise issu d'interprétations plus optimistes des modalités de réponse : les entreprises ayant été interrogées entre la fin novembre et les dix premiers jours de décembre, leurs anticipations se situent dans un contexte peut-être plus favorable que celui de la mi-décembre, marqué notamment par les craintes de nouvelles résurgences de l'épidémie dans plusieurs pays. S'agissant de la modalité 5, on suppose une perte d'activité constante à moyen terme. La modalité « ne sais pas » est traitée de la même façon. Par ailleurs, un traitement particulier a été appliqué à la branche de l'hébergement-restauration avec l'hypothèse que le niveau d'activité reviendra à la fin du premier trimestre 2021 à son niveau de juin 2020. ■

La crise sanitaire a frappé un secteur automobile européen qui faisait face par ailleurs à des défis structurels majeurs

En 2020, l'industrie automobile est confrontée à une crise sans précédent qui vient s'ajouter aux nombreux facteurs de changement déjà à l'œuvre avant le choc. D'une part, les volumes de vente et la production se sont effondrés du fait des mesures de confinement. D'autre part, les constructeurs doivent renouveler leur gamme de véhicules car la législation environnementale et la fiscalité évoluent avec l'introduction d'objectifs ambitieux en termes d'émissions de CO₂. Ces changements interviennent dans un contexte où les groupes multinationaux français ont localisé une large partie de leur production à l'étranger au cours des vingt dernières années.

La production automobile européenne reste amoindrie après le choc sans précédent du printemps

Les mesures de restrictions mises en œuvre au printemps dans les différents pays européens y ont entraîné la chute brutale de la production automobile sur le continent. Depuis lors, la production automobile a rebondi mais elle demeure toutefois nettement inférieure à son niveau d'avant-crise. Elle se situait ainsi en

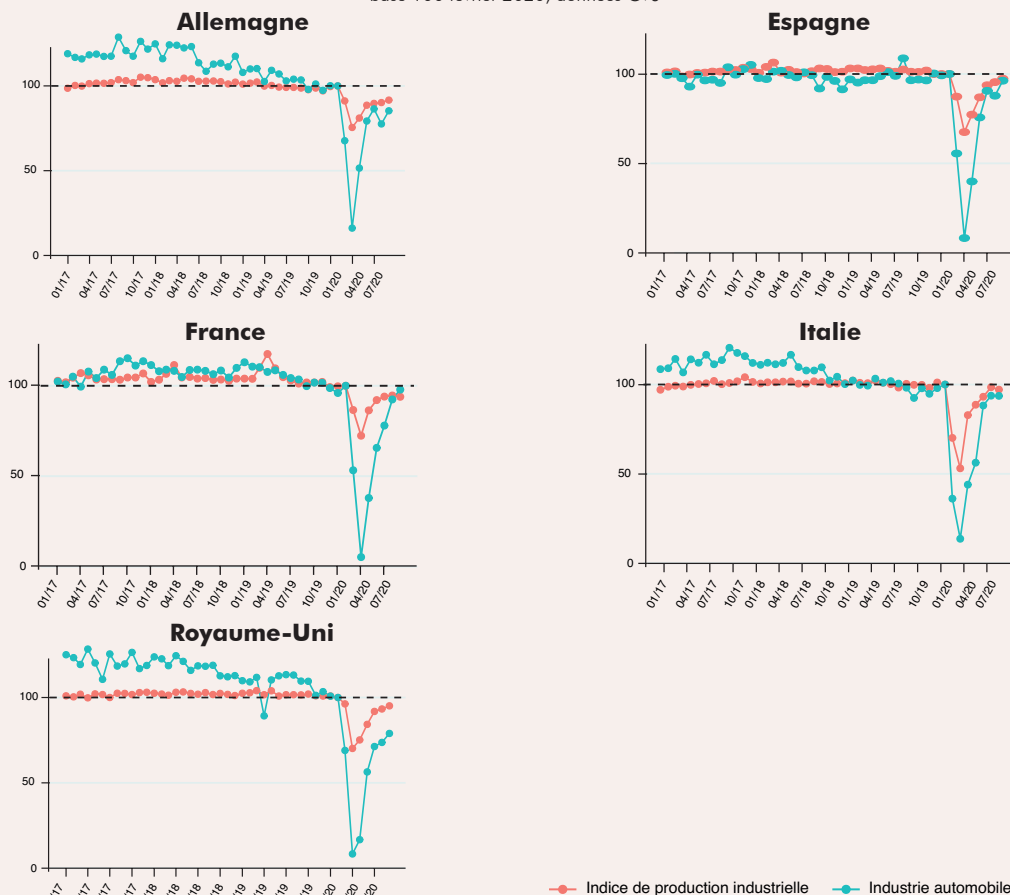
septembre 2,1 % en deçà de son niveau de février en France, 14,7 % en Allemagne, 21,1 % au Royaume-Uni et 6,4 % en Italie. Compte tenu du poids du secteur automobile dans l'industrie, notamment en Allemagne¹, la dynamique de la production automobile contribue sensiblement à celle de la production industrielle dans son ensemble : de fait, par rapport à février, l'indice de production industrielle de septembre se trouvait en retrait de 6,1 % en France, 8,4 % en Allemagne, 4,9 % au Royaume-Uni et 2,9 % en Italie².

1. L'industrie automobile représente une part importante de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans son ensemble : 8,4 % en France, 16,7 % en Allemagne, 9,8 % au Royaume-Uni, 5,8 % en Italie et 9,7 % en Espagne. Ces chiffres sont obtenus à partir des données d'entreprises et peuvent être soumis à certaines approximations quant aux périmètres étudiés.

2. Source : Eurostat

1 - Indices de production industrielle et automobile

base 100 février 2020, données CVS



Source : Eurostat, calculs Insee

Dans le détail de la production automobile³, la construction de véhicules automobiles a fortement rebondi en France et en Italie, en hausse de respectivement 3,2 % et 9,1 % en septembre par rapport à février, mais elle reste bien en dessous de son niveau d'avant-crise en Allemagne (-21,8 %). À l'inverse, la fabrication d'équipements automobiles accuse toujours un net recul en France et en Italie (respectivement -7,2 % et -18,1 % en septembre, par rapport à février), alors qu'en Allemagne elle a dépassé son niveau de février (+3,4 %).

Les immatriculations ont fortement chuté avec la fermeture des concessionnaires et les incertitudes pesant sur les ménages

Du côté de la demande, la crise sanitaire a entraîné une chute des achats de véhicules neufs. En moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2020, les immatriculations de véhicules neufs aux particuliers sont en net recul par rapport à 2019 : -28,9 % en France, -25,5 % en Allemagne, -33,2 % au

Royaume-Uni et -34,2 % en Italie (graphique 2). Ces chiffres s'expliquent par la fermeture des concessionnaires au printemps, et sans doute aussi par un comportement plus attentiste des consommateurs au troisième trimestre. En France par exemple, l'indicateur synthétique de confiance des ménages a perdu en avril près de 8 points⁴. Les enquêtes auprès des ménages en Europe illustrent toutes le décrochage de la confiance des ménages. Les indicateurs synthétiques allemands et anglais ont perdu respectivement 9 et 15 points en avril et l'indicateur italien a perdu 7,5 points en mars⁵.

Les exportations automobiles européennes chutent fortement avec la crise

Du côté de la demande étrangère adressée au secteur, les exportations d'automobiles ont fortement baissé sur les trois premiers trimestres 2020, tant en France qu'en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Italie (baisse de respectivement 36 %, 28 %, 57 % et 24 % par rapport à l'année précédente).

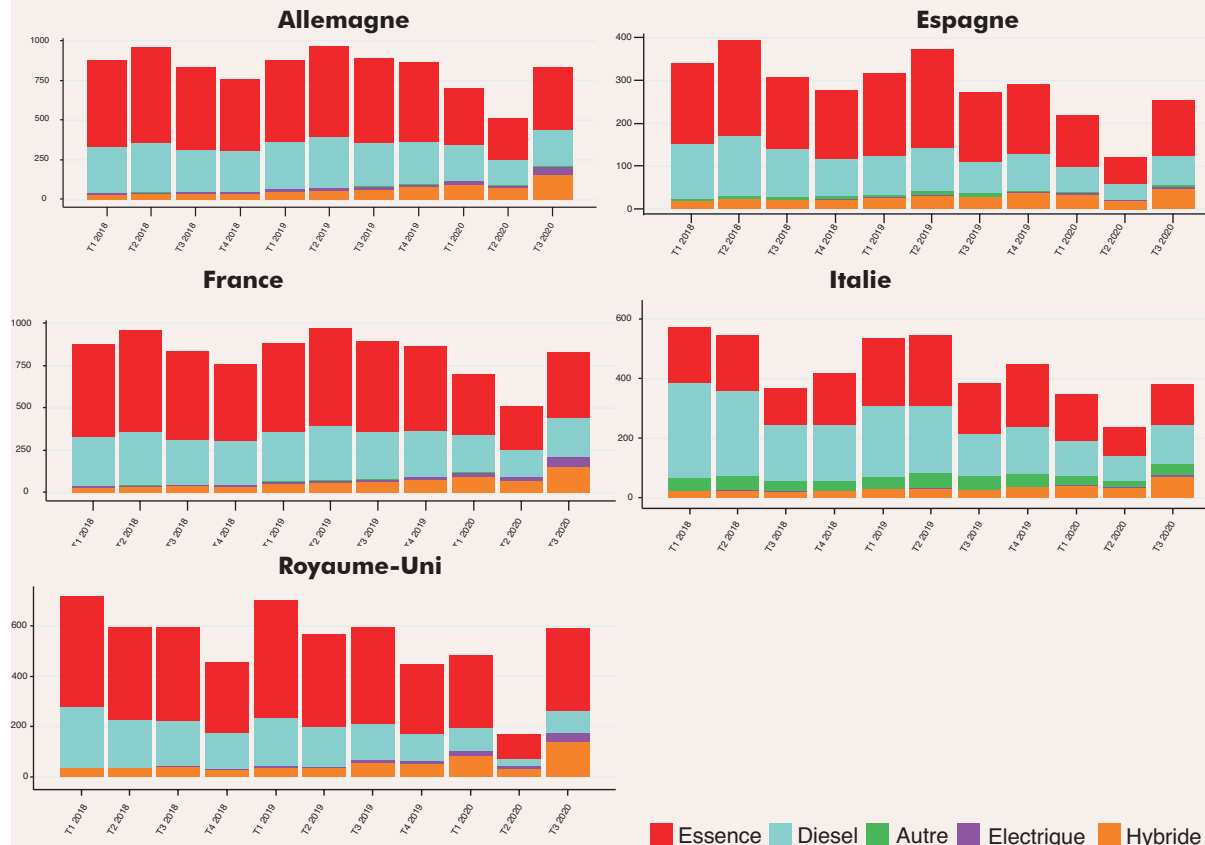
3. Le détail des indices de production automobile britannique n'est pas fourni par Eurostat.

4. Source : INSEE, *Informations Rapides* n°106 : « En avril 2020, chute inédite de la confiance des ménages », écart par rapport à mars.

5. À cause du confinement d'avril, l'enquête d'avril 2020 n'a pas eu lieu en Italie.

2 - Immatriculations des véhicules particuliers en Europe par type d'énergie

en milliers de véhicules



Source : association européenne des constructeurs automobiles ACEA

En particulier, les exportations françaises ont pâti principalement de la chute des ventes européennes (*graphique 3*), tandis que les exportations allemandes et italiennes ont été affectées aussi bien par la contribution des ventes européennes qu'extra-européennes. Toutefois, les exportations italiennes sont un peu moins affectées, grâce notamment à un moindre recul de la contribution des ventes intra-européenne par rapport à ses voisins.

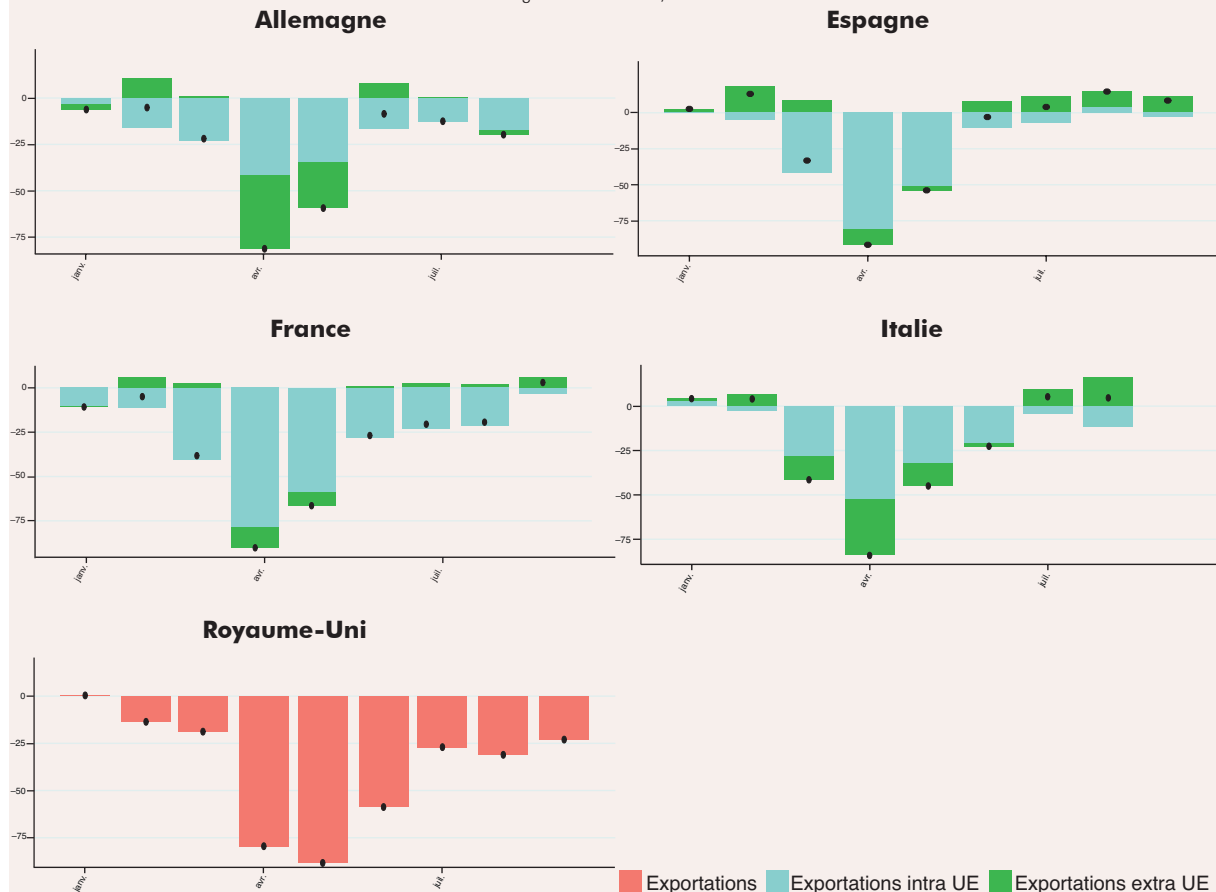
De façon plus précise, en France, en Allemagne ou en Italie, les exportations de véhicules à destination des pays de l'Union européenne ont fortement chuté, traduisant la faiblesse de la demande intérieure européenne. En moyenne sur les mois de janvier à août 2020, les exportations allemandes et françaises de véhicules sur route à destination de l'Union européenne ont baissé de 42 % en valeur par rapport à la même période en 2019 et de 31 % en Italie.

S'agissant de la demande extérieure pour les véhicules européens, elle est aussi globalement en repli, mais certains pays européens sont plus touchés que d'autres. En moyenne sur les huit premiers mois de 2020, les exportations extra-européennes allemandes, italiennes et françaises ont baissé respectivement de 14 %, 13 % et 7 %, par rapport à la même période en 2019. Leur contribution à l'évolution des exportations de véhicules sur route dépend toutefois du poids de ces exportations extra-européennes dans les exportations totales de véhicules sur route : le Royaume-Uni et l'Allemagne sont, parmi les pays considérés ici, ceux dont la part des exportations extra-européennes est la plus forte avec respectivement 59 %⁶ et 51 % des exportations de véhicules sur route (en 2019), tandis qu'en Italie, elle est plus modeste (37 %) et plus encore en France (15 %).

6. Le détail des échanges commerciaux automobiles britannique en 2020 n'est pas fourni par Eurostat.

3 - Exportations automobiles européennes en 2020

glissement annuel, en %



Source : Eurostat, ONS britannique, calculs Insee

Avant même la crise sanitaire, le secteur automobile a connu depuis plusieurs années des évolutions structurelles importantes qui sous-tendent sa dynamique de long terme. En particulier, la localisation géographique de la production a beaucoup évolué. En parallèle, l'évolution des normes environnementales a un impact de plus en plus marqué.

Les constructeurs français ont en grande partie internationalisé leur production dans les années 2000

L'une de ces évolutions a trait à la localisation géographique de la production automobile. Sur les 20 dernières années, l'analyse de l'origine géographique de la production automobile des constructeurs français et allemands fait apparaître une internationalisation croissante de la production : la part de la production réalisée sur le territoire national a continuellement diminué, passant de respectivement 60 % et 50 % en France et en Allemagne en 2000 à respectivement 24 % et 31 % en 2017. En effet, la hausse de la production totale pendant la période s'est surtout faite en développant des sites de production dans d'autres pays : en particulier, la production des constructeurs allemands s'est fortement localisée en Chine, tandis que les constructeurs français se sont davantage localisés dans les pays de l'est de l'Europe, en Turquie ou au Maroc (graphique 4). Ces chiffres

témoignent d'une différence de stratégies entre les constructeurs français qui ont beaucoup délocalisé leurs usines d'assemblage de véhicules, tandis que les constructeurs allemands ont préféré garder les chaînes d'assemblage tout en externalisant la production de pièces détachées⁷.

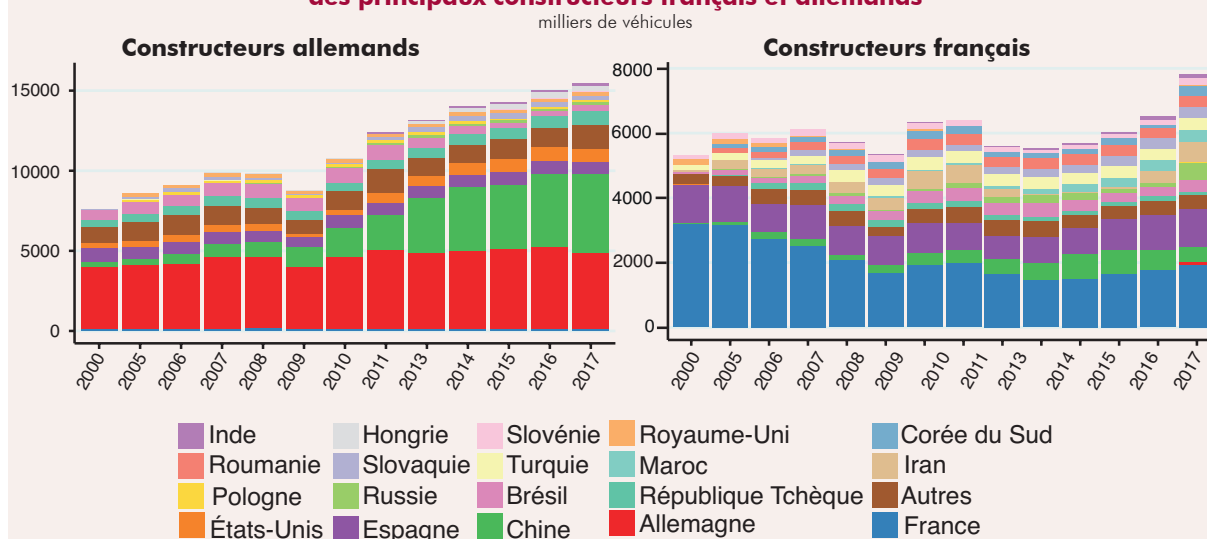
En outre, dans le cas de la France, la production nationale a diminué en niveau (2,3 millions de véhicules produits en 2018 contre 3,3 millions en 2000), tandis que l'Allemagne a maintenu un niveau de production à la fois relativement stable et élevé (autour de 5,5 millions de véhicules produits).

Les choix de production des constructeurs français et allemands se reflètent dans l'évolution de la balance commerciale des véhicules sur route pour ces deux pays. Ainsi, de 2000 à 2004, la France présentait un excédent commercial sur le poste des véhicules sur route, à hauteur de 6,2 milliards d'euros (graphique 5). Sa position s'est ensuite dégradée rapidement et, dès 2007, un déficit commercial est apparu sur ce poste (3,5 milliards d'euros). Le déficit a continué de se creuser et a atteint 11,4 milliards d'euros en 2018. Ce phénomène tient notamment à l'augmentation de l'importation de véhicules en provenance de pays dans lesquels les constructeurs français ont implanté des chaînes de production automobile⁸. En particulier, la France légèrement excédentaire en 2005 avec les pays de l'Est de l'Europe s'est trouvée par la suite dans un déficit

7. À partir des travaux de Head et Mayer (2019), la note n°58 du Conseil d'Analyse Économique publiée en juillet 2020 (K. Head, P. Martin, T. Mayer) souligne que la France a subi plus de délocalisations du fait de ses constructeurs nationaux, notamment en comparaison avec l'Allemagne.

8. Vacher (2019) montre également grâce aux statistiques annuelles d'entreprises que l'internationalisation de la production des constructeurs français pèse sur la balance commerciale en 2016, INSEE Première n°1783, novembre 2019.

4 - Localisation géographique de la production automobile des principaux constructeurs français et allemands



Source : OICA

croissant vis-à-vis de ces mêmes pays. De la même façon, le déficit français vis-à-vis de l'Espagne s'est accentué ces dernières années (3,4 milliards d'euros en 2018 après 1,5 milliards en 2005).

Le contraste avec la balance commerciale allemande est très net. L'Allemagne dégagait déjà en 2000 un excédent important de 48,5 milliards d'euros, et cet excédent a crû fortement pour atteindre 114 milliards d'euros en 2015, il a depuis lors reflué à 93 milliards d'euros en 2018. Cette forte croissance s'explique par de bonnes performances à l'exportation mais également par le fait que les constructeurs allemands privilégient davantage que leurs homologues français, l'assemblage des véhicules sur le territoire national, lesquels sont ensuite vendus sur place ou exportés. Ainsi, l'excédent allemand vers la Chine a fortement augmenté : de 4,2 milliards d'euros en 2009, il est passé à 15,4 milliards en 2018 et ce malgré la forte implantation des constructeurs allemands en Chine.

Les évolutions des réglementations environnementales européennes ont favorisé l'essor des voitures électriques et hybrides

L'autre évolution structurelle qui touche le secteur automobile depuis plusieurs années concerne la prise en compte des exigences environnementales en matière de lutte contre le changement climatique.

Via des amendes importantes en cas d'émissions moyennes par véhicule vendu supérieures à un

certain seuil, la nouvelle législation européenne incite très fortement les constructeurs à vendre des véhicules moins émetteurs de CO₂. Ces incitations peuvent de plus être renforcées au niveau national à travers, par exemple, des mesures fiscales de type bonus-malus écologique. Ainsi, le bonus-malus écologique en France s'est durci en janvier 2020 et juin 2020, et l'Allemagne s'apprête en 2021 à renforcer davantage encore la taxation des véhicules fortement émetteur de CO₂.

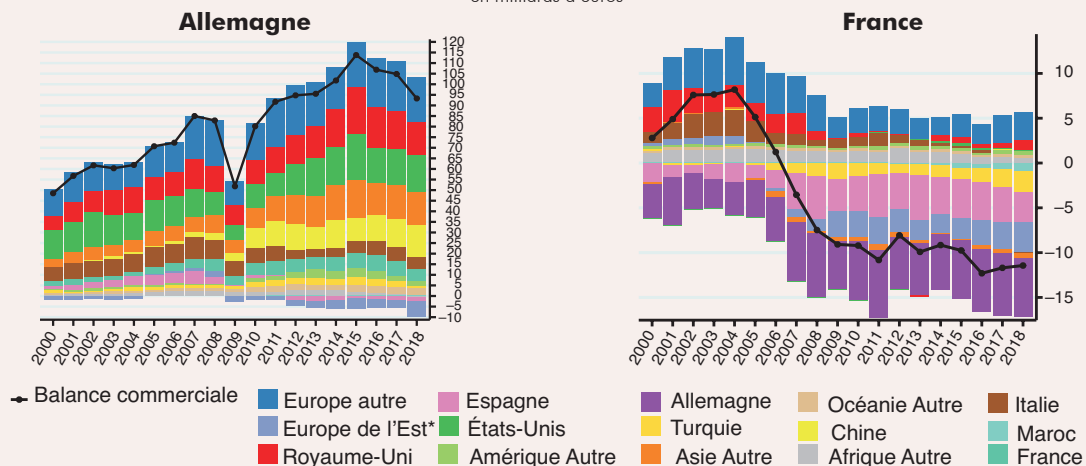
Ces nouvelles règles constituent un défi important pour les constructeurs car leurs émissions moyennes en 2019 étaient encore éloignées des cibles. Pour les atteindre, un renouvellement des gammes de véhicules proposés aux consommateurs est donc opéré.

Les immatriculations des trois premiers trimestres de 2020 suggèrent que la nouvelle législation a des effets concrets. Les parts de marché des véhicules électriques et hybrides ont bondi partout en Europe. Ceci représente un changement structurel important pour le marché automobile européen. En France, la part de l'électrique dans le total des immatriculations de voitures neuves est ainsi passé de 1,9 % en 2019 à 6,0 % sur les trois premiers trimestres de 2020 et celle des voitures hybrides a doublé pour atteindre 12,9 % en 2020. Le même phénomène est observé en Allemagne, l'électrique y gagne 3 points de part de marché à 4,8 % en 2020 et l'hybride s'établit à 15,3 % contre 6,6 % l'an dernier. ■

Hadrien Leclerc ■

5 - Balances commerciales annuelles par partenaire des véhicules sur route

en milliards d'euros



Source : Eurostat

Échanges extérieurs

Au troisième trimestre 2020, les échanges mondiaux ont fortement rebondi (+12,6 % après -14,6 % au trimestre précédent) du fait d'un dynamisme des importations des économies avancées expliqué par l'amélioration de la situation sanitaire globale. La demande mondiale adressée à la France a connu un profil similaire mais plus accentué (+13,4 % après -16,5 %).

Bénéficiant d'un contexte international plus favorable qu'au deuxième trimestre, les exportations françaises ont rebondi (+22,1 %), portées par les produits manufacturés et les exportations liées au tourisme. Les importations sont, dans une moindre mesure, reparties à la hausse au troisième trimestre (+16,8 %) sous l'impulsion de ces mêmes secteurs.

Au quatrième trimestre 2020, les exportations françaises reculeraient légèrement, du fait principalement du secteur touristique qui pâtit du regain de l'épidémie et du renforcement des mesures sanitaires. Les importations se maintiendraient quant à elles quasiment au niveau atteint pendant l'été.

Après le rebond du troisième trimestre 2020, le commerce mondial croîtrait à peine au quatrième trimestre

Au troisième trimestre 2020, grâce à l'amélioration de la situation sanitaire globale, le commerce mondial a connu une forte croissance (+12,6 % après -14,6 %, *tableau 1*). Les échanges des économies avancées, plus touchés que ceux des pays émergents au deuxième trimestre 2020, ont mécaniquement connu un rebond plus marqué au troisième (respectivement +13,9 % après -16,8 % et +9,9 % après -10,1 %).

Ce mouvement marquerait le pas au quatrième trimestre en raison de la résurgence de la pandémie, en particulier en Europe et aux États-Unis : le commerce mondial ne progresserait plus que de 1 % au quatrième trimestre. Les importations des économies avancées seraient stables tandis que celles des économies émergentes poursuivraient leur progression (+3 %, *tableau 1*).

Tableau 1 - Commerce mondial et demande adressée à la France

variations trimestrielles et de moyenne annuelle en %

	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Commerce mondial	0,7	-0,4	0,2	-0,7	-3,1	-14,6	12,6	1	0,5	-9
Importations des économies avancées	0,5	-0,4	0,4	-0,8	-3,9	-16,8	13,9	0	1,3	-11
Importations des économies émergentes	1,0	1,0	0,9	-0,1	-1,5	-10,1	9,9	3	0,0	-3
Demande mondiale adressée à la France	1,2	-1,0	0,5	-0,7	-3,5	-16,5	13,4	-1	1,1	-11

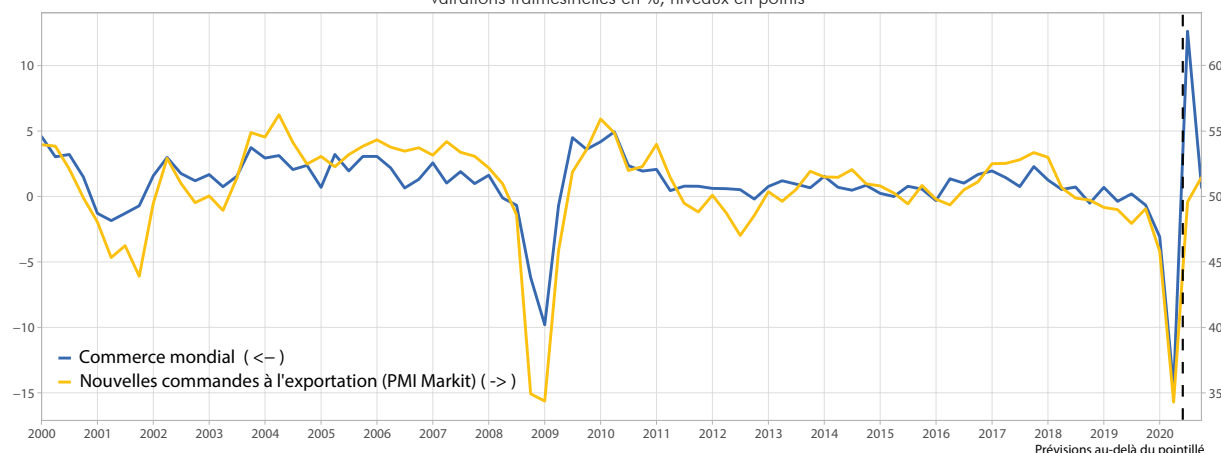
Prévisions

Lecture : au quatrième trimestre 2020, le commerce mondial augmenterait de 1 %. Sur l'année 2020, il baisserait de 9 %.

Sources : DG Trésor, Insee

1 - Commerce mondial et nouvelles commandes à l'exportation

variations trimestrielles en %, niveaux en points



Sources : DG Trésor, calculs Insee, PMI Markit

La demande mondiale adressée à la France a connu, au troisième trimestre, un rebond plus important que les échanges mondiaux (+13,4 % après -16,5 %, *graphique 2*). En effet, les principaux partenaires commerciaux de la France, pays européens particulièrement affectés par la crise sanitaire au deuxième trimestre, ont mécaniquement connu un rebond plus important lors du troisième trimestre. La demande mondiale adressée à la France se replierait (-1 % au quatrième trimestre) en lien notamment avec la baisse des importations de ses voisins européens, et ce dans un contexte de résurgence de l'épidémie

Les exportations françaises reculeraient légèrement au quatrième trimestre 2020, pénalisées principalement par le tourisme

Au troisième trimestre 2020, les exportations françaises ont fortement rebondi (+22,1 % après -25,1 %, *tableau 2*), du fait de la reprise de l'activité permise par l'allègement des restrictions sanitaires et du redressement de la demande mondiale adressée à la France.

Tableau 2 - Échanges extérieurs de la France

variations en %, volumes aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Exportations										
Ensemble des biens et services	0,5	-0,5	-0,4	-0,9	-6,5	-25,1	22,1	-1	1,8	-18
Produits manufacturés (67 %*)	0,5	-0,6	-0,6	-0,7	-5,9	-28,8	28,5	1	2,0	-17
Importations										
Ensemble des biens et services	1,2	0,1	0,6	-0,8	-5,6	-16,8	16,8	0	2,6	-11
Produits manufacturés (69 %*)	1,0	0,5	1,0	-0,7	-5,0	-19,0	22,7	1	2,8	-10
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,2	-0,2	-0,3	0,0	-0,2	-2,3	0,7	0	-0,3	-2

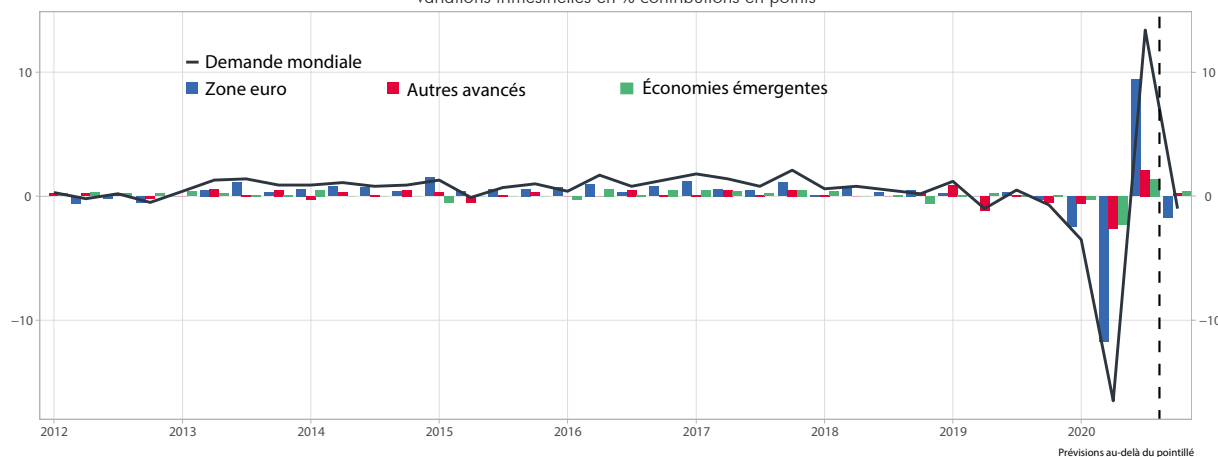
Prévisions

* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement importations) totales en 2019
Lecture : au quatrième trimestre 2020, les exportations de biens et services diminueraient de 1 %. Sur l'année 2020, elles baisseraient de 18 %.

Source : Insee

2 - Demande mondiale adressée à la France et contribution des principaux partenaires commerciaux

variations trimestrielles en % contributions en points



Source : DG Trésor, prévisions Insee

Les branches qui contribuent le plus à cette croissance sont celles qui avaient le plus souffert des mesures sanitaires au trimestre précédent : les produits manufacturés (dont les exportations ont augmenté de 28 % au troisième trimestre, après une chute de 29 % au deuxième) et le tourisme, la réouverture des frontières ayant entraîné pendant l'été une reprise, certes modérée, du tourisme international et des voyages d'affaires. Les exportations de produits manufacturés, en particulier, ont été tirées par celles des matériels de transport (+86 % après -57 %). Les livraisons aéronautiques et navales, très affectées par la pandémie et la fermeture des frontières, ont contribué significativement à ce rebond en augmentant de 68 % au troisième trimestre.

Au quatrième trimestre 2020, en lien avec la baisse de la demande mondiale adressée à la France (-1 %), les exportations françaises reculeraient (-1 %, *tableau 2*), et ce malgré la croissance des exportations de produits manufacturés (+1 %). En effet, les exportations liées au tourisme seraient, à nouveau, particulièrement affectées par les nouvelles mesures sanitaires et reculeraient fortement (-28 %). Les exportations se situeraient ainsi fin 2020 à environ 84 % de leur niveau du quatrième trimestre 2019.

Les importations françaises seraient quasi stables au quatrième trimestre

Les importations françaises sont reparties à la hausse au troisième trimestre 2020 (+16,8 % après -16,8 %, *tableau 2*). La reprise de l'activité

domestique a augmenté le recours aux biens étrangers et en particulier aux biens manufacturés, dont les importations ont rebondi (+23 % après -19 %). Les importations liées au tourisme et aux produits agricoles ont également participé à ce rebond (respectivement +88 % après -64 % et +5 % après -4 %).

Au dernier trimestre 2020, les importations seraient presque stables (*tableau 2*), du fait du recul des importations liées au tourisme (-12 %) et d'énergie (-8 %). Les importations des produits manufacturés, beaucoup moins affectées par la résurgence de l'épidémie et par des mesures de restrictions sanitaires au périmètre plus restreint (affectant surtout les services et beaucoup moins l'industrie), seraient à l'inverse en légère hausse (+1 %). Ainsi, les importations françaises se maintiendraient fin 2020 au-dessus de 90 % du niveau du quatrième trimestre 2019.

Les échanges extérieurs pèseraient sur l'évolution du PIB en 2020

Au deuxième trimestre 2020, les échanges extérieurs ont pesé sur l'évolution du PIB (-2,3 points, *tableau 2*). Le rebond du troisième trimestre (+0,7 point) n'a pas compensé ce choc printanier. Enfin, au dernier trimestre 2020, la résurgence de la pandémie conduirait à une contribution faiblement négative à l'évolution du PIB. La contribution serait donc fortement négative sur l'ensemble de l'année 2020 (-2 points après -0,3 en 2019). ■

Emploi et chômage

En raison de la crise sanitaire et du premier confinement de la population (du 17 mars au 10 mai), l'emploi salarié a chuté de près de 700 000 en France au premier semestre 2020. Il a rebondi vigoureusement au troisième trimestre (+400 000 environ), mais en ne compensant qu'en partie les pertes du début d'année. Au quatrième trimestre, l'aggravation de la situation sanitaire et les mesures prises pour y faire face, notamment le deuxième confinement à compter du 30 octobre, se traduiraient par un nouveau recul de l'emploi salarié (environ -300 000). À la fin de l'année 2020, il y aurait ainsi près de 600 000 emplois salariés de moins qu'à la fin de l'année précédente.

Près de 700 000 destructions nettes d'emploi salarié au premier semestre 2020 : un confinement général mais des différences sectorielles importantes

Au premier semestre 2020, l'emploi salarié en France (hors Mayotte) a chuté de 697 000, soit -2,7 % par rapport à la fin 2019, annulant les créations nettes d'emplois cumulées depuis début 2017.

L'ampleur de la baisse initiale en mars a varié suivant les secteurs : l'emploi salarié (y compris intérim) a baissé fortement dans la construction, moins dans l'industrie et le tertiaire marchand et a mieux résisté dans le tertiaire non marchand (qui comprend l'essentiel de la fonction publique). Dans les mois suivants, le rebond dans la construction a été particulièrement vigoureux et fin septembre, l'emploi salarié dans la construction a rejoint son niveau d'avant-crise ([tableau 1](#)).

L'hétérogénéité de la chute initiale de l'emploi salarié dans chaque secteur reflète avant tout celle du choc sur l'activité économique. Ainsi, fin mars, l'emploi salarié a baissé trois fois plus dans la construction que dans le tertiaire marchand, mais l'activité avait également baissé davantage.

En nombre, le tertiaire marchand qui représente près d'un emploi salarié sur deux, a concentré le plus de destructions d'emplois au premier semestre (-432 000 entre fin 2019 et mi-2020). La baisse est particulièrement marquée dans l'hébergement-restauration (-145 000 emplois sur le semestre) et les services aux ménages (-80 000), qui ont été directement concernés par les mesures de restrictions d'activité mises en place pendant le premier confinement.

De manière générale, la chute initiale de l'emploi salarié (-3,1 % en moyenne au deuxième trimestre 2020 par rapport au dernier trimestre 2019) a été beaucoup plus modérée que celle de l'activité (-18,8 % sur la même période) : cette rétention de main-d'œuvre a été en grande partie permise par le dispositif d'activité partielle, qui a concerné jusqu'à un salarié sur trois en avril.

Dans chaque secteur, l'ajustement de l'emploi à l'activité est passé par divers canaux : le gel complet ou partiel des embauches en CDI et CDD, le non-renouvellement des CDD à échéance ainsi que la baisse du recours à l'intérim. Le taux de recours à l'intérim, qui est structurellement plus élevé dans la construction (environ 10 % de l'emploi salarié du secteur) a ainsi chuté en mars et avril, et explique à lui seul la quasi-totalité des variations de l'emploi dans ce secteur ([graphique 1](#)). Dans le tertiaire marchand, où le recours à l'intérim est beaucoup moins fréquent, ce sont les CDD qui ont supporté l'ajustement de l'emploi.

L'emploi rechuterait avec le deuxième confinement

Au troisième trimestre 2020, l'emploi salarié a fortement rebondi (+401 000 emplois) ([tableau 2](#)). Il est néanmoins resté, fin septembre 2020, au-dessous de son niveau d'avant-crise (-296 000 par rapport à fin 2019), retrouvant un niveau comparable à celui de fin 2018. L'emploi salarié (y compris intérim) a particulièrement

Tableau 1 - Emploi salarié en écart par rapport à la fin 2019

écart au niveau de fin 2019 en %, données CVS

	Fin mars	Fin juin	Fin septembre
Industrie	-3,6	-3,7	-2,4
Construction	-6,2	-2,6	0,3
Tertiaire marchand	-2,0	-3,6	-2,0
Tertiaire non marchand	-0,3	-1,1	0,4
Ensemble	-1,9	-2,7	-1,2

Lecture : Fin juin l'emploi salarié était inférieur de 2,7 % à son niveau de fin 2019.

Note : Dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee

Conjoncture française

rebondi dans le tertiaire marchand (+193 000) et l'industrie (+44 000), après deux trimestres de baisse. Dans les services non marchands, l'emploi s'est également redressé (+118 000), ce rebond provenant essentiellement de la reprise des embauches dans la fonction publique, qui avaient été en partie gelées au trimestre précédent. Enfin, l'emploi est resté dynamique dans la construction (+47 000), qui avait commencé à se redresser dès le deuxième trimestre.

Au quatrième trimestre 2020, l'emploi salarié chuterait à nouveau (-301 000) sous l'effet de l'aggravation de la situation sanitaire et du renforcement des mesures de restrictions, en particulier le deuxième confinement entré en vigueur le 30 octobre. La chute de l'activité économique qui en résulterait serait de moindre ampleur que celle du printemps, et encore plus concentrée dans certains secteurs, en particulier du tertiaire marchand. Le lien activité-emploi serait, à très court terme, comparable à celui observé au printemps, avec notamment de nouveaux recours

massifs au dispositif d'activité partielle dans les secteurs les plus affectés. Entre fin 2019 et fin 2020, 597 000 emplois salariés auraient donc été détruits, soit 2,3 % du niveau d'avant-crise.

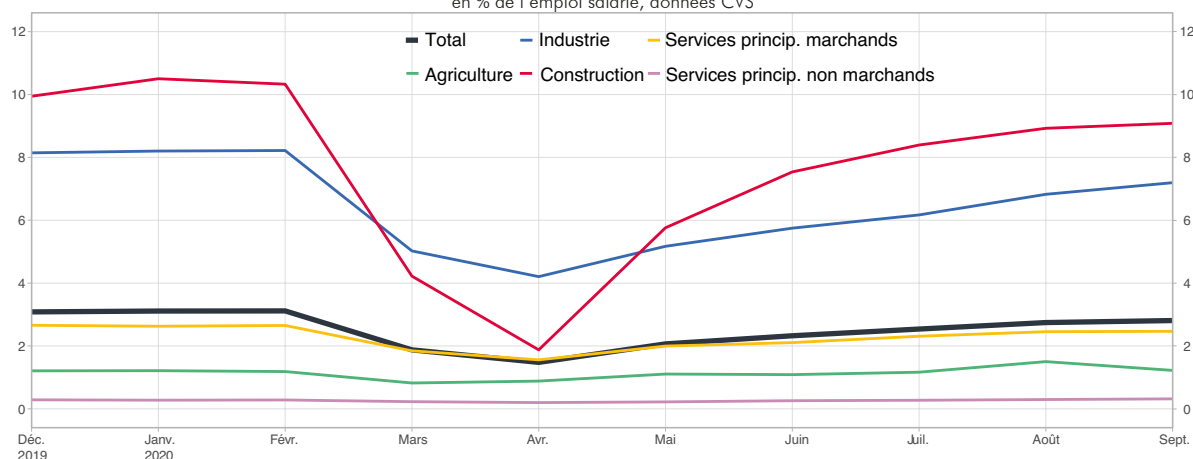
Cette prévision révisé donc à la hausse (+130 000) celle publiée dans la *Note de conjoncture* du 6 octobre 2020. En effet, la situation générale en fin d'année est certes plus dégradée qu'anticipée (deuxième confinement) mais à l'inverse le rebond de l'emploi salarié au troisième trimestre a été nettement plus important que prévu.

L'emploi total (salarié et non-salarié) baisserait de près de 700 000 en un an

Sur l'année 2020, l'emploi non-salarié baisserait au même rythme que l'emploi salarié, ce qui porterait au total les destructions nettes d'emplois (salariés et non-salariés) à 691 000 fin 2020 par rapport à fin 2019.

1 - Taux de recours à l'intérim par secteur d'activité entre décembre 2019 et septembre 2020

en % de l'emploi salarié, données CVS



Lecture : l'intérim représentait 9,1 % de l'emploi salarié dans le secteur de la construction en septembre 2020.

Champ : France (hors Mayotte).

Sources : Dares pour l'intérim par secteur Insee, calculs Insee

Tableau 2 - Évolution de l'emploi salarié

en milliers, CVS, en fin de période

	2020					
	Évolution sur 3 mois				Évolution annuelle	
	T1	T2	T3	T4	milliers	%
Agriculture	-4	-5	0	4	-5	-1,7
Industrie	-124	-3	44	-13	-96	-2,8
Construction	-98	56	47	-16	-11	-0,7
Tertiaire marchand	-245	-187	193	-245	-484	-4,0
Transports	-50	1	23	-15	-40	-2,6
Hébergement-restauration	-61	-83	57	-113	-201	-17,3
Services aux entreprises	-38	-32	30	-50	-90	-3,1
Services aux ménages (dont culture et loisirs)	-40	-40	44	-35	-71	-5,4
Tertiaire non marchand	-21	-66	118	-31	-1	0,0
Ensemble	-493	-204	401	-301	-597	-2,3

Prévisions

Note : dans ce tableau, les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur où ils réalisent leur mission.

Champ : France hors Mayotte

Source : Insee

Le taux de chômage retomberait à 8,0 % à la fin de l'année mais le halo autour du chômage augmenterait fortement

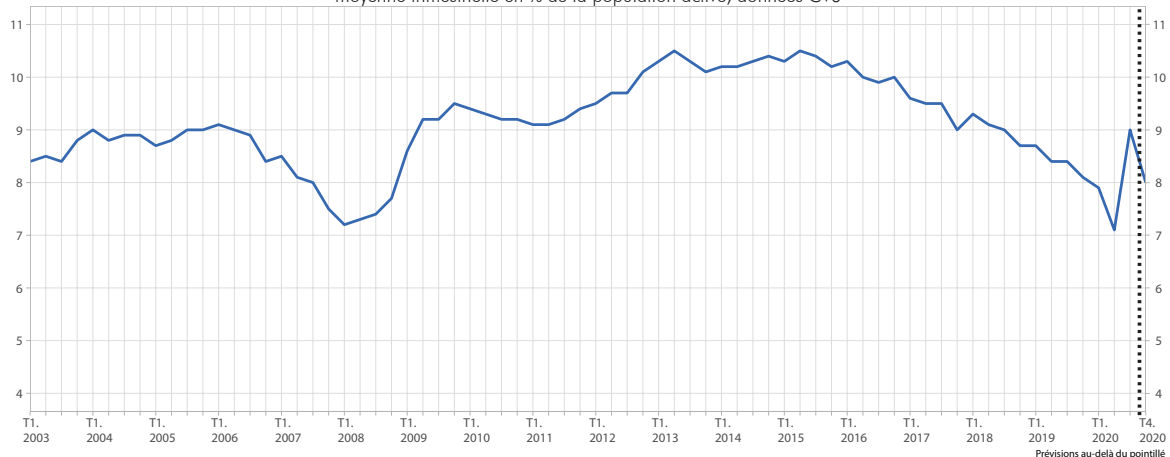
Le taux de chômage a baissé fortement au deuxième trimestre avant de rebondir au troisième (graphique 2). Cette baisse, peu intuitive alors que le nombre de personnes sans emploi a fortement augmenté dès la fin du premier trimestre, s'explique par le fait qu'un grand nombre de personnes sans emploi ont interrompu leurs recherches pendant le premier confinement, sortant ainsi du marché du travail au sens du BIT et basculant du chômage vers le « halo autour du chômage » (personnes sans emploi qui souhaitent travailler mais ne sont pas en recherche active et/ou ne sont pas disponibles). Ainsi, au deuxième trimestre, 6,0 % des individus âgés de 15 à 64 ans se trouvaient dans le halo, soit 1,9 point de plus qu'au trimestre précédent. Dans le même temps, le taux de chômage reculait de 0,7 point,

à 7,1 % de la population active. Avec la fin du confinement et la reprise d'un comportement habituel de recherche d'emploi, le taux de chômage a fortement augmenté au troisième trimestre, de 1,9 point à 9,0 %. C'est 0,9 point au-dessus de son niveau d'avant-crise sanitaire au quatrième trimestre 2019, reflétant la baisse de l'emploi sur la période.

Le deuxième confinement instauré le 30 octobre a limité à nouveau les possibilités d'emploi et donc les recherches d'emplois dans les secteurs les plus concernés par les restrictions d'activité (tourisme, culture). Cet effet serait plus limité qu'au printemps mais, compte tenu d'un emploi qui serait quasi stable en moyenne trimestrielle, serait suffisant pour entraîner une nouvelle baisse du taux de chômage (tableau 3). Le taux de chômage s'établirait ainsi à 8,0 % en fin d'année, retrouvant quasiment son niveau de la fin 2019. En contrepartie, le halo autour du chômage augmenterait fortement au quatrième trimestre. ■

2 - Taux de chômage au sens du BIT

moyenne trimestrielle en % de la population active, données CVS



Champ : France (hors Mayotte), population des ménages, personnes de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

Tableau 3 - Évolutions de l'emploi, du chômage et de la population active

variation en moyenne trimestrielle en milliers, données CVS

	T1	T2	T3	T4	Glissement annuel au T4
Emploi (1)	-27	-790	312	-34	-539
rappel : emploi en fin de période	-515	-228	377	-325	-691
Chômage (2)	-82	-287	628	-340	-81
Population active = (1) + (2)	-109	-1077	940	-374	-620
Population active tendancielle	15	15	15	15	60
Variation du taux de chômage	-0,2	-0,8	1,9	-1,0	-0,1
Niveau du taux de chômage	7,9	7,1	9,0	8,0	

Prévisions

Lecture : entre le deuxième et le troisième trimestre, l'emploi augmente de 312 000 personnes en moyenne, le chômage de 628 000 et la population active de 940 000. Le taux de chômage augmente de 1,9 point et atteint 9,0 %.

Champ : France (hors Mayotte), personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi, Estimations trimestrielles d'emploi

Prix à la consommation

Depuis plusieurs mois, l'inflation d'ensemble évolue à des niveaux faiblement positifs voire nuls. Au printemps, l'arrêt simultané d'une large part des économies mondiales avait fait plonger les prix de certains services et de l'énergie. Ces derniers, par diffusion, avaient pesé sur l'ensemble des prix à la consommation. À l'automne, les prix de l'énergie, tout en restant relativement bas, ont beaucoup mieux résisté aux restrictions d'activité, moins sévères et à ce stade limitées à un plus petit nombre de pays, notamment européens. En novembre 2020, l'inflation d'ensemble a légèrement augmenté, à +0,2 % sur un an selon l'indice définitif des prix à la consommation, après un glissement annuel nul en octobre. En particulier, les prix des services ont rebondi à +0,7 % sur un an, après +0,4 % en octobre, tandis qu'ils avaient nettement diminué entre mars et avril 2020. L'inflation sous-jacente a également légèrement augmenté, pour atteindre +0,1 % sur un an en novembre après +0,3 % en octobre. En moyenne annuelle, l'inflation d'ensemble diminuerait nettement en 2020, à +0,5 % après +1,1 % en 2019. Cette période de très faible évolution des prix ne se prolongerait pas en 2021. Au premier semestre 2021, l'inflation d'ensemble – tout comme l'inflation sous-jacente – augmenterait par rapport à novembre, revenant autour de +1 % sur un an en juin 2021.

L'inflation s'est maintenue à un niveau faible depuis la deuxième vague épidémique

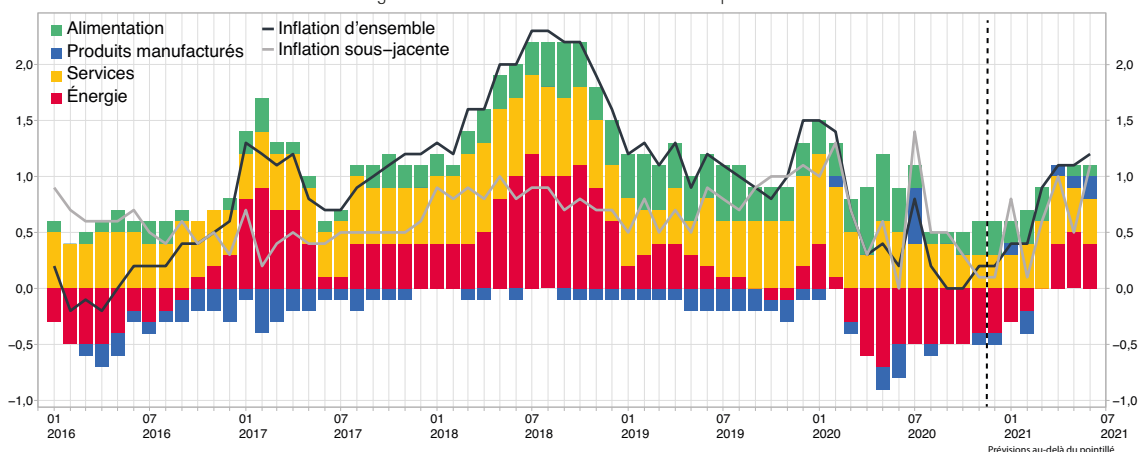
L'inflation d'ensemble a fortement diminué depuis le début de la crise sanitaire, passant de +1,4 % en février à +0,2 % en novembre (graphique 1).

En novembre 2020, les prix des services ont rebondi à +0,7 % sur un an, après +0,4 % en octobre (tableau). Les services de transport – notamment aérien – ont été fortement affectés depuis le début de la crise sanitaire. En 2020, leurs prix n'ont pas évolué conformément à la saisonnalité habituelle marquée par les vacances scolaires, mais au gré des mesures instaurées afin d'endiguer l'épidémie (graphique 2). En novembre, les prix des services de transport ont continué de baisser, à -3,7 % sur un an, après -5,4 % en octobre. Les prix des services de communications se sont nettement redressés, après une forte baisse en octobre due à des promotions dans ce secteur. Les prix des « autres services » ont légèrement rebondi en novembre.

Les prix des produits pétroliers, fortement affectés par la baisse drastique de la demande mondiale après l'apparition de l'épidémie, continuent d'évoluer à des niveaux relativement bas. L'inflation énergétique a baissé de 7,8 % sur un an en novembre, comme en octobre,

1 - Inflation d'ensemble et contributions par poste

glissement annuels en % et contributions en points



Source : Insee

contribuant fortement au maintien d'une inflation d'ensemble faible.

En revanche, les prix des produits alimentaires ont accéléré en novembre, à +2,0 % sur un an, après +1,5 % en octobre. L'accélération des prix des produits frais en novembre, à +11,1 % sur un an, s'explique par une demande soutenue pour certains produits (par exemple, les légumes et poissons frais). Cependant, cette accélération des prix est moindre qu'en avril 2020 : la hausse des prix des produits frais avait alors atteint +17,8 % sur un an, en raison des difficultés d'approvisionnement des commerces lors du premier confinement.

Les prix du tabac ont ralenti en novembre, à +12,5 % sur un an, après +13,7 % en octobre, du fait d'une hausse de la fiscalité sur les paquets de cigarettes moins importante que l'an passé.

Les prix des produits manufacturés ont baissé de 0,3 % sur un an, après -0,1 % en octobre. En particulier, les prix de l'habillement-chaussures ont diminué de 1,8 %, après -1,0 % en octobre, sans doute en lien avec la fermeture des commerces « non essentiels ». De même, le ralentissement des prix des autres produits manufacturés, à +0,3 % après +0,6 %, provient essentiellement de celui des prix des articles personnels, des jeux et jouets ou encore des livres, ainsi que de la baisse de prix des produits d'hygiène-beauté.

En décembre 2020, l'inflation se maintiendrait à +0,2 % sur un an

En décembre 2020, l'inflation d'ensemble se maintiendrait à +0,2 % sur un an ([tableau](#)). L'inflation sous-jacente quant à elle diminuerait légèrement, à +0,3 % sur un an.

Les prix des produits alimentaires ralentiraient, à +1,6 % sur un an après +2,0 % en novembre, dans le sillage de ceux des produits frais. Sous l'hypothèse d'un cours du baril de Brent à 45 \$,

l'inflation énergétique demeurerait nettement négative, à -6,9 % sur un an en décembre.

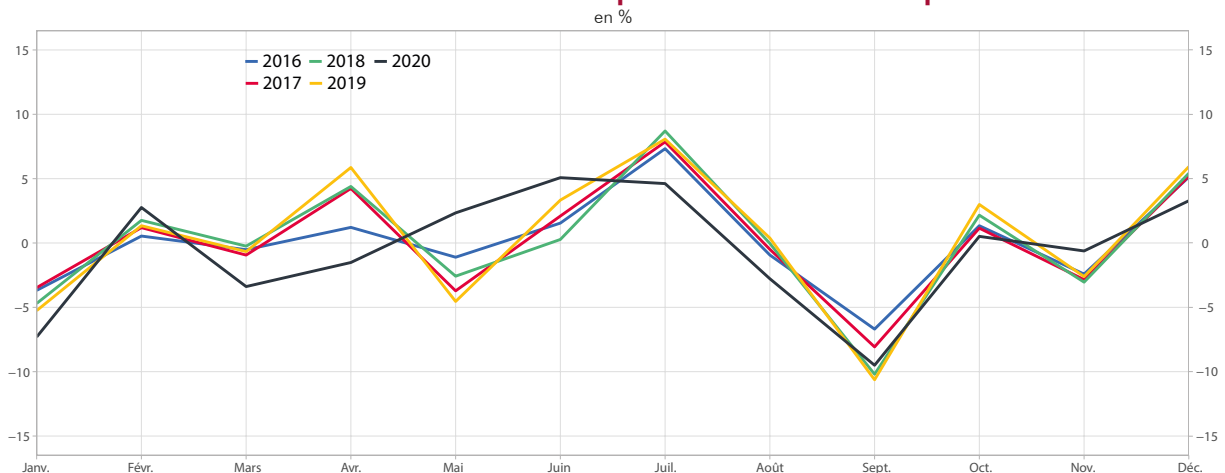
Les prix des services ralentiraient légèrement, à +0,6 % sur un an, après +0,7 %. En particulier, les prix des services de transport continueraient de diminuer sur un an, du fait d'une hausse de prix mensuelle moins importante que les années passées. En effet, les prix des services de transport aérien seraient affectés par les mesures de confinement prévues jusqu'à mi-décembre. Les services de santé, en particulier les services de dentiste et de laboratoire, ralentiraient également par effet de sortie de glissement.

En moyenne annuelle, l'inflation d'ensemble baisserait nettement, passant de +1,1 % en 2019 à +0,5 % en 2020. Cette baisse provient notamment du ralentissement des prix des produits alimentaires, de +2,5 % en 2019 à +1,9 % en 2020, du recul des prix de l'énergie, à -6,1 % en 2020 après +1,9 % en 2019, et dans une moindre mesure du ralentissement des prix des services.

Au premier semestre 2021, l'inflation se reprendrait un peu, soutenue par les prix de l'énergie

En 2021, dans un contexte de reprise progressive de l'économie mondiale, les prix à la consommation seraient plus allants et s'établiraient en juin à +1,2 % sur un an, soutenus par le redressement des prix des produits manufacturés et de l'énergie. Ces derniers augmenteraient de 3,7 % sur un an en juin 2021, sous l'effet du regain de la demande en produits pétroliers et après -7,8 % en novembre 2020. Leur contribution à la hausse de l'inflation d'ensemble au premier semestre serait de l'ordre d'un point de pourcentage.

2 - Variations mensuelles des prix des services de transport



Source : Insee

Conjoncture française

Au premier trimestre, les prix des produits manufacturés seraient affectés par le report des soldes d'hiver. Les prix de l'habillement-chaussures augmenteraient de 3,5 % sur un an en janvier 2021, après -1,8 % en novembre 2020. Ce changement de calendrier contribuerait à l'inflation des produits manufacturés à hauteur de 0,7 point de pourcentage et à l'inflation d'ensemble à hauteur de 0,2 point en janvier. Au deuxième trimestre 2021, l'accélération des prix de l'habillement-chaussures proviendrait

d'un effet de sortie de glissement, le confinement instauré au printemps dernier ayant fortement affecté les prix.

Dans le même temps, les prix de l'alimentation ralentiraient nettement, tout comme ceux du tabac après la fin de la série de hausses bisannuelles des prix du paquet de cigarette entamée en 2018. Enfin, les prix des services évolueraient en juin 2021 au même rythme qu'en novembre 2020. ■

Indices des prix à la consommation

évolution en %

Regroupements IPC* (pondérations 2020)	octobre 2020		novembre 2020		décembre 2020		mars 2021		juin 2021		Moyennes annuelles		
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2019	2020	2021
Alimentation (16,1 %)	1,5	0,2	2,0	0,3	1,6	0,2	1,7	0,3	0,8	0,1	2,5	1,9	1,0
dont : produits frais (2,3 %)	7,6	0,2	11,1	0,3	8,8	0,2	10,0	0,2	3,3	0,1	4,3	7,5	4,7
hors produits frais (13,8 %)	0,5	0,1	0,5	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	2,1	1,0	0,3
Tabac (2,1%)	13,7	0,3	12,5	0,3	12,5	0,3	5,4	0,1	4,9	0,1	10,6	13,7	7,6
Produits manufacturés (24,9 %)	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	-0,4	-0,1	0,0	0,0	0,7	0,2	-0,6	-0,2	0,1
dont : habillement-chaussures (3,8 %)	-1,0	0,0	-1,8	-0,1	-1,8	-0,1	0,1	0,0	5,0	0,2	-0,3	-0,4	1,8
produits santé (4,1 %)	-1,8	-0,1	-1,5	-0,1	-1,9	-0,1	-1,5	-0,1	-1,5	-0,1	-2,8	-2,0	-1,6
autres produits manufacturés (17,0 %)	0,6	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,3	0,0	0,4	0,1	-0,1	0,3	0,2
Énergie (8,1 %)	-7,8	-0,6	-7,8	-0,6	-6,9	-0,6	-1,0	0,0	3,7	0,3	1,9	-6,1	0,0
dont : produits pétroliers (4,4 %)	-15,5	-0,7	-15,2	-0,7	-14,8	-0,6	-4,3	-0,2	3,4	0,1	0,6	-11,9	-2,5
Services (48,9 %)	0,4	0,2	0,7	0,3	0,6	0,3	1,0	0,6	0,7	0,3	1,0	0,9	0,8
dont : loyers-eau (7,5 %)	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,5	0,0	0,4	0,0	0,4	0,3	0,5
santé (6,0 %)	0,4	0,0	0,5	0,0	0,1	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	-0,1	0,3	0,5
transports (3,0 %)	-5,4	-0,2	-3,7	-0,1	-5,8	-0,2	-0,6	0,0	-4,8	-0,1	0,7	-2,1	-2,4
communications (2,2 %)	-1,6	0,0	1,1	0,0	1,2	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	-1,1	1,0	0,6
autres services (30,2 %)	1,1	0,3	1,2	0,4	1,3	0,4	1,4	0,4	1,4	0,4	1,6	1,4	1,2
Ensemble (100 %)	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,9	0,9	1,2	1,2	1,1	0,5	0,8
Ensemble hors énergie (91,9 %)	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8	0,8	1,1	1,1	0,7
Ensemble hors tabac (97,9 %)	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,7	0,7	1,0	0,9	1,0	0,2	0,5
Inflation "sous-jacente" (60,7 %) **	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,6	0,4	1,1	0,7	0,8	0,6	0,7

■ Prévisions

ga : glissement annuel ; cga : contribution au glissement annuel de l'ensemble

* Indice des prix à la consommation (IPC)

** Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales

Source : Insee

Revenus des ménages

Au premier semestre 2020, le revenu disponible brut (RDB) des ménages s'est nettement contracté à la suite de la crise sanitaire et de la chute de l'activité. La baisse du revenu disponible a toutefois été inférieure à celle de l'activité économique. En effet, la mise en place de l'activité partielle, le recours aux arrêts maladies (notamment pour garde d'enfants), ainsi que diverses aides exceptionnelles de soutien aux ménages et entrepreneurs individuels, ont soutenu leur revenu face à la crise. Au troisième trimestre, le RDB a rebondi, en lien avec le dynamisme de la masse salariale et de la reprise de l'activité pendant l'été.

Au quatrième trimestre, les revenus d'activité diminueraient à nouveau, du fait du deuxième confinement mis en place de fin octobre à mi-décembre. Comme au premier semestre, cette baisse serait atténuée par l'activité partielle et un fonds de solidarité renforcé. L'addition de nouvelles aides exceptionnelles aux bénéficiaires des minimas sociaux et aux travailleurs précaires soutiendrait de surcroît le RDB au quatrième trimestre. Compte tenu de prix à la consommation en légère hausse, le pouvoir d'achat marquerait le pas au quatrième trimestre, après une forte hausse au troisième. En moyenne sur l'année 2020, le RDB serait

quasi stable (+0,2 % après +3,1 % en 2019) et le pouvoir d'achat du RDB diminuerait légèrement (-0,3 % après +2,1 %).

Après un fort rebond au troisième trimestre, les revenus d'activité baisseraient de nouveau

Au total en 2020, les revenus d'activité reculeraient de 4,7 % (*tableau*), particulièrement à cause des destructions d'emplois et de la baisse du temps de travail (mise en place de l'activité partielle, absences pour arrêts maladie et garde d'enfants, baisse des heures supplémentaires) survenues au 1^{er} semestre. La masse salariale brute, notamment, baisserait de 4,8 % sur l'année.

Après avoir rebondi au troisième trimestre (+13,1 %), la masse salariale brute se contracterait à nouveau au quatrième trimestre, du fait de la chute d'activité liée au deuxième confinement. L'ampleur de la contraction de la masse salariale (-2,4 %) resterait cependant bien moindre qu'au deuxième trimestre 2020 (-10,8 %). Le salaire moyen par tête suivrait une évolution similaire (*encadré*).

Composantes du revenu disponible brut des ménages

variations trimestrielles et de moyenne annuelle en %

	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Revenu disponible brut (100 %)	0,7	0,3	0,7	0,8	-0,7	-2,6	3,7	0,4	3,1	0,2
Revenus d'activité (73 %)	1,0	0,5	0,8	0,4	-2,9	-10,5	12,8	-2,2	2,6	-4,7
Masse salariale brute (64 %)	1,0	0,5	0,8	0,5	-2,8	-10,8	13,1	-2,4	2,9	-4,8
EBE des entrepreneurs individuels* (8 %)	0,5	-0,1	0,1	0,1	-3,3	-7,8	10,5	-0,8	0,4	-4,4
Prestations sociales en espèces (35 %)	1,4	0,4	0,6	0,3	3,1	8,3	-6,2	6,7	3,1	8,5
EBE des ménages purs (14 %)	-0,2	0,0	0,2	0,5	-0,1	-1,6	3,3	-0,4	0,2	0,7
Revenus de la propriété (6 %)	2,0	-0,2	-2,3	-4,4	-7,1	-4,8	-1,7	-3,5	3,9	-15,9
Prélèvements sociaux et fiscaux (-28 %)	2,1	0,8	-0,2	-2,0	-2,6	-8,5	10,2	1,0	0,7	-5,4
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,1	0,4	0,2	0,3	0,2	-0,3	0,2	0,2	0,9	0,5
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	-0,1	0,5	0,5	-0,9	-2,4	3,5	0,2	2,1	-0,3
Pouvoir d'achat du RDB par unité de consommation	0,5	-0,2	0,4	0,3	-1,0	-2,5	3,4	0,0	1,5	-0,9

Prévisions

* L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2018

Lecture : après un rebond de 3,7 % au troisième trimestre 2020, le revenu disponible brut des ménages devrait légèrement augmenter, avec +0,4 % au quatrième trimestre. L'évolution annuelle serait alors de 0,2 % en 2020.

Source : Insee

Encadré

Le salaire moyen par tête diminuerait au quatrième 2020

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les branches marchandes non agricoles a chuté au cours des six premiers mois de l'année 2020 (-3,3 % en variation trimestrielle au premier trimestre, puis -10,8 % au deuxième trimestre) avant de rebondir très vivement au troisième trimestre (+16,2 %). Ces variations d'ampleur inédite s'expliquent principalement par le recours au chômage partiel, massif lors du confinement du printemps puis nettement moindre à l'été. Ce dispositif, s'il a permis de contenir les pertes d'emploi, a conduit à substituer des indemnités à une partie de la masse salariale. Compte tenu des mesures prises à l'automne (instauration d'un couvre-feu dans certaines agglomérations à partir de mi-octobre, deuxième confinement en novembre), le recours au chômage partiel progresserait à nouveau au quatrième trimestre, notamment dans les secteurs fermés ou particulièrement touchés par la crise. Cela se traduirait par une baisse du SMPT au quatrième trimestre, d'environ 4 % par rapport au troisième trimestre. Avec une telle dynamique infra-annuelle, le SMPT demeurerait fin 2020 inférieur d'environ 4 % à son niveau observé un an auparavant : outre l'effet du chômage partiel, il serait aussi pénalisé par une réduction des composantes conjoncturelles de la rémunération (primes de fin d'année, heures supplémentaires...). ■

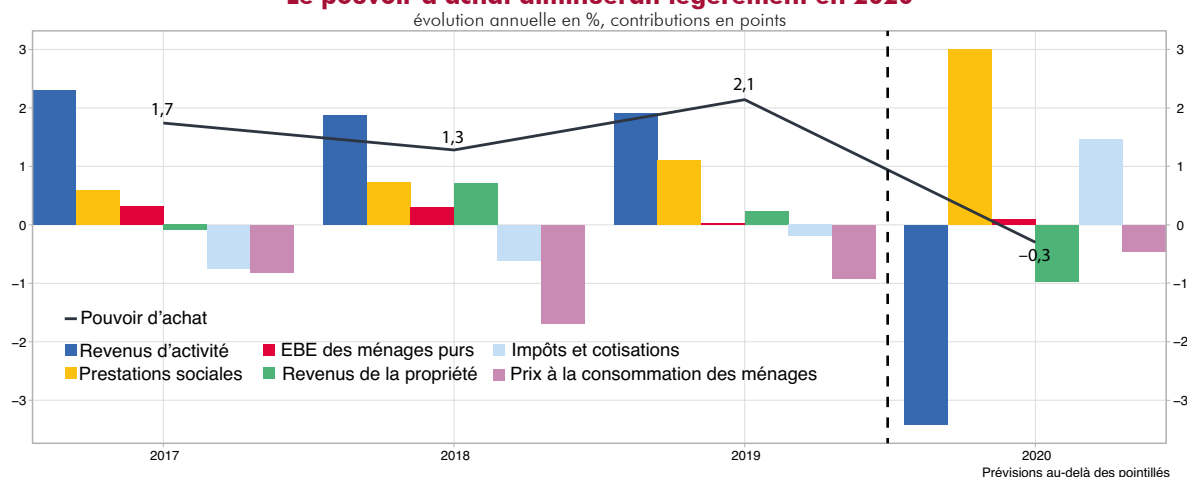
Par ailleurs, les entrepreneurs individuels ont vu leur excédent brut d'exploitation (EBE) rebondir au troisième trimestre, en raison de la réouverture des activités « non essentielles ». Au quatrième trimestre, leur revenu diminuerait avec le nouveau confinement, mais modérément (-0,8 %) : d'une part, la baisse de leur activité serait moindre que pendant le premier confinement et, d'autre part, les subventions d'exploitation versées au titre du fonds de solidarité seraient plus élevées qu'au deuxième trimestre, après la réforme des plafonds mensuels de cette mesure. Au total en 2020, et compte tenu de la première chute enregistrée au premier semestre, leur EBE baisserait de 4,4 %.

Les revenus de la propriété continueraient quant à eux leur chute au quatrième trimestre (-3,5 % prévu, après -1,7 % au trimestre précédent). Cela représenterait une baisse de 15,9 % sur l'ensemble de l'année 2020, principalement due au moindre versement de dividendes et à la baisse des taux d'assurance-vie.

Les prestations sociales soutiendraient très fortement le RDB en 2020

En 2020, les prestations sociales accéléreraient très nettement (+8,5 %, après +3,1 % en 2019). La baisse de revenu des ménages serait grandement limitée par la mise en place de l'activité partielle, la hausse des indemnités journalières telles que les arrêts maladie ou les gardes d'enfants, et les aides exceptionnelles (pour les bénéficiaires des minimas sociaux, l'aide de 900 € pour les travailleurs précaires et les jeunes à partir de novembre 2020, la prime de Noël) limiteraient grandement la baisse de revenus des ménages. Cette accélération des prestations sociales est aussi due aux prestations dont le nombre de bénéficiaires augmente mécaniquement en période de dégradation de l'activité (RSA, allocation de solidarité spécifique, prestations chômage versées par l'Unedic).

Le pouvoir d'achat diminuerait légèrement en 2020



Lecture : en 2020, le pouvoir d'achat des ménages diminuerait de 0,3 %. La principale contribution à cette baisse serait celle des revenus d'activité, qui s'élèverait à -3,4 points.

Source : Insee

Au quatrième trimestre notamment, avec le nouveau recul de l'activité économique, les prestations sociales progresseraient de 6,7 %, après le contrecoup du troisième trimestre (-6,2 %, du fait notamment du moindre recours à l'activité partielle).

Les prélèvements sociaux et fiscaux seraient plus dynamiques au second semestre mais reculeraient nettement en moyenne sur l'année 2020

L'ensemble des prélèvements sociaux et fiscaux reculerait de -5,4 % sur l'année 2020.

Au quatrième trimestre, ils augmenteraient de 1,0 % après un rebond de +10,2 % au troisième trimestre. Cette augmentation serait imputable à la hausse du montant collecté d'impôt sur le revenu au quatrième trimestre, en raison de la mécanique de régularisation due au prélèvement à la source. Néanmoins, cette hausse serait fortement tempérée par de moindres montants de prélèvements sociaux sur le capital (en lien avec la chute des dividendes versés aux ménages), par le dernier dégrèvement de la taxe

d'habitation pour les ménages concernés, ainsi que par le léger recul des cotisations sociales et de la partie activité de la CSG, liée à contraction de la masse salariale.

Par unité de consommation, le pouvoir d'achat des ménages reculerait d'environ 1 % en 2020

Au quatrième trimestre, le RDB des ménages progresserait de seulement 0,4 %, après 3,7 % au trimestre précédent, et leur pouvoir d'achat serait quasi stable (+0,2 % prévu, après +3,5 %). Ramené au nombre d'unités de consommation, le pouvoir d'achat du RDB des ménages marquerait le pas au quatrième trimestre (0,0 % prévu).

Sur l'année 2020, le RDB serait quasi stable (+0,2 % après +3,1 % en 2019). Compte tenu du ralentissement des prix de consommation (+0,5 % après +0,9 %), le pouvoir d'achat diminuerait légèrement (-0,3 % en 2020) (*graphique*). Par unité de consommation, le pouvoir d'achat diminuerait de 0,9 % sur l'année. ■

Consommation des ménages

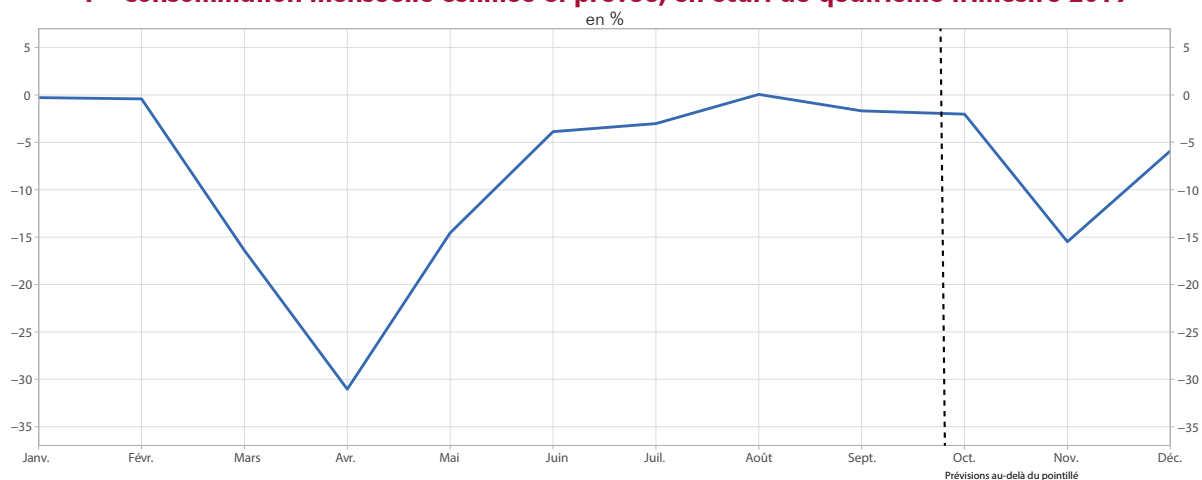
La mise en place du deuxième confinement aurait entraîné un net recul de la consommation des ménages en novembre, la perte de consommation se situant à -15 % par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), après -2 % en octobre. L'allègement graduel des mesures de restrictions depuis la fin novembre conduirait à une reprise progressive en décembre : la perte de consommation se réduirait à -6 % par rapport au niveau d'avant-crise. La consommation de biens manufacturés bénéficierait de la réouverture des commerces « non essentiels », les dépenses de carburant et les services de transport de la moindre limitation des déplacements. À l'inverse, les dépenses d'hébergement-restauration et de loisirs resteraient pénalisées par la persistance des mesures de restrictions. Au total, la consommation des ménages reculerait de 6 % au quatrième trimestre 2020 par rapport au troisième, et de 7 % en moyenne sur l'année 2020.

Depuis le Point de conjoncture du 2 décembre 2020, les remontées statistiques désormais plus précises sur le mois d'octobre et l'exploitation des montants de transactions par carte bancaire CB et

des données de ventes d'enseignes de la grande distribution, disponibles jusqu'au 6 décembre, ont permis d'affiner l'estimation de consommation pour les deux derniers mois (*graphique 1*). Ainsi, la perte de consommation serait située en octobre et novembre à respectivement -2 % et -15 % par rapport du quatrième trimestre 2019 (estimations proches de celle du dernier Point, qui étaient respectivement de -3 % et -14 %). Pour novembre notamment, la révision par rapport au dernier Point de conjoncture provient en particulier d'une dégradation plus forte qu'anticipé des achats de matériels de transports et de biens d'équipements électriques et électroniques.

Les données disponibles sur les premiers jours de réouverture des commerces « non essentiels » font apparaître un rebond de la consommation : les transactions par carte bancaire CB ont fortement augmenté lors de la semaine 49 (30 novembre - 6 décembre, *graphique 2*). Sur les derniers jours de la semaine, ce dynamisme est certes lié au décalage du Black Friday (lequel explique à l'opposé, sur les derniers jours de novembre, la baisse des transactions par carte bancaire, notamment les ventes en ligne, par rapport à leur niveau de 2019, *graphique 3*). Mais les autres jours de cette semaine, le niveau de transactions par carte bancaire CB apparaît également assez

1 - Consommation mensuelle estimée et prévue, en écart au quatrième trimestre 2019



Lecture : en décembre, la consommation des ménages se situerait 6 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019.

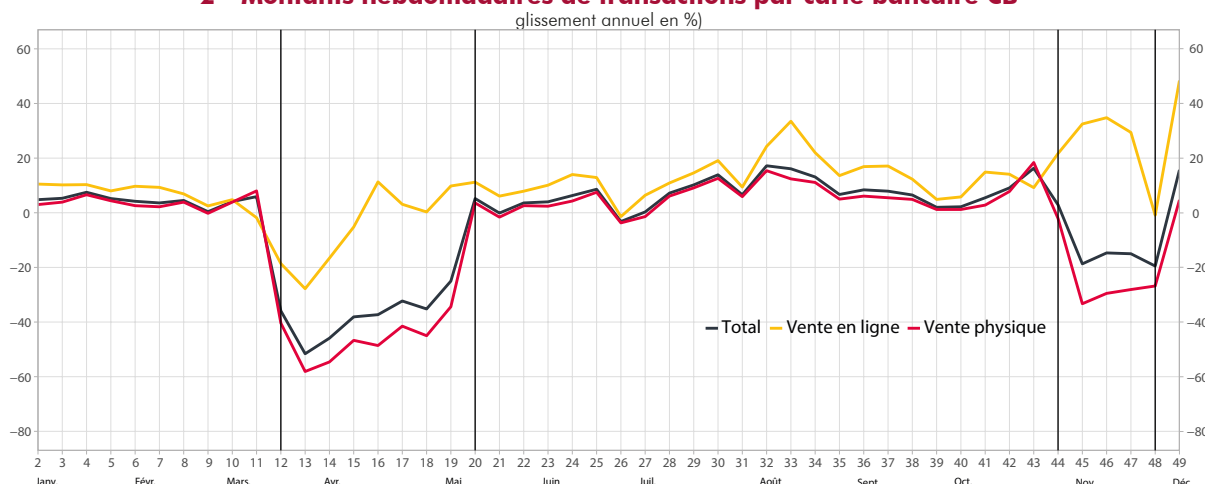
Source : calculs Insee à partir de sources diverses

dynamique, au-dessus du niveau de 2019. Cette progression provient notamment des ventes physiques, dépassant pour la première fois leur niveau de 2019 après l'entrée en confinement le 30 octobre.

Au mois de décembre, l'allègement graduel des mesures de restrictions entraînerait une reprise de la consommation, celle-ci demeurant toutefois encore en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019 (-6 %). La consommation de biens industriels reviendrait à un niveau comparable à celui du mois d'octobre (+2 % par rapport

au niveau d'avant-crise, [tableau 1](#)). Avec la réouverture des commerces « non essentiels », les dépenses de biens manufacturés progresseraient nettement, par exemple dans l'habillement ou l'équipement du foyer ([graphique 4](#)), sachant que le très fort rebond constaté sur la fin de la semaine du 30 novembre au 6 décembre est a priori lié au *Black Friday* ([graphique 5](#)). Les achats de matériels de transport reviendraient à leur niveau d'avant-crise, après leur chute en novembre, et la consommation de carburant progresserait également, bien que toujours en deçà de son niveau d'avant-crise : les premiers jours de

2 - Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB

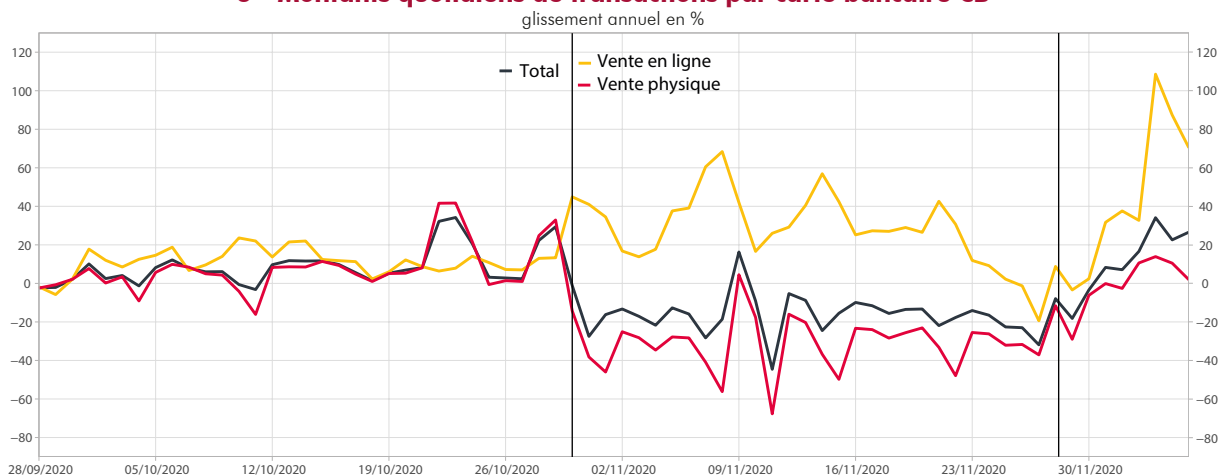


Lecture : lors de la semaine 49 (30 novembre - 6 décembre), le total des montants de transactions par carte bancaire CB était supérieur de 16 % au montant de la semaine 49 de 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et réouverture des commerces « non essentiels » lors des deux confinements.

Note : la dynamique de ces montants de transaction peut traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire, cette tendance étant corrigée dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

3 - Montants quotidiens de transactions par carte bancaire CB



Lecture : le mardi 1^{er} décembre, le montant total des transactions par carte bancaire CB était de 8 % supérieur à celui du jour comparable en 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et réouverture des commerces « non essentiels » lors des deux confinements.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

Tableau 1 - Niveau de consommation des ménages estimé et prévu

en écart au quatrième trimestre 2019

Produits	Part dans la consommation*	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Estimation pour octobre	Estimation pour novembre	Prévision pour décembre	Prévision pour le quatrième trimestre	Contrib. pour le quatrième trimestre (point de pourcentage)
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	-5	-5	-3	-5	-5	-4	0
Industrie	44%	-14	1	3	-16	2	-4	-2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	4	0	5	1	0	2	0
Cokéfaction et raffinage	4%	-29	-5	-4	-30	-6	-13	-1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	-8	11	11	-14	21	6	0
Fabrication de matériels de transport	6%	-35	1	-3	-29	0	-10	-1
Fabrication d'autres produits industriels	12%	-25	3	0	-30	5	-8	-1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4%	-1	3	13	-7	0	2	0
Construction	2%	-24	0	-6	-14	-10	-10	0
Services principalement marchands	46%	-21	-6	-9	-18	-16	-14	-7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1%	-24	2	-1	-16	-1	-6	0
Transports et entreposage	3%	-72	-27	-30	-62	-45	-46	-2
Hébergement et restauration	7%	-64	-17	-32	-58	-60	-50	-4
Information et communication	3%	-7	-4	-1	-5	-2	-3	0
Activités financières et d'assurance	6%	1	1	1	1	1	1	0
Activités immobilières	19%	1	2	1	1	2	2	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-20	-8	-3	-10	-8	-7	0
Autres activités de services	4%	-40	-14	-25	-43	-40	-36	-1
Services principalement non marchands	5%	-22	3	3	-7	-1	-2	0
Total	100%	-16	-2	-2	-15	-6	-8	-8

*poids dans la dépense de consommation finale des ménages hors correction territoriale (2018)

Lecture : le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration serait au mois de décembre inférieur de 60 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

décembre montrent à cet égard un rebond des transactions par carte bancaire CB relatives aux dépenses de carburant, même si elles restent en net retrait par rapport à leur niveau de 2019 (*graphique 5*).

La consommation de services marchands en revanche, bien qu'en progression par rapport à novembre, resterait toujours dégradée (-16 % par rapport au niveau du quatrième trimestre

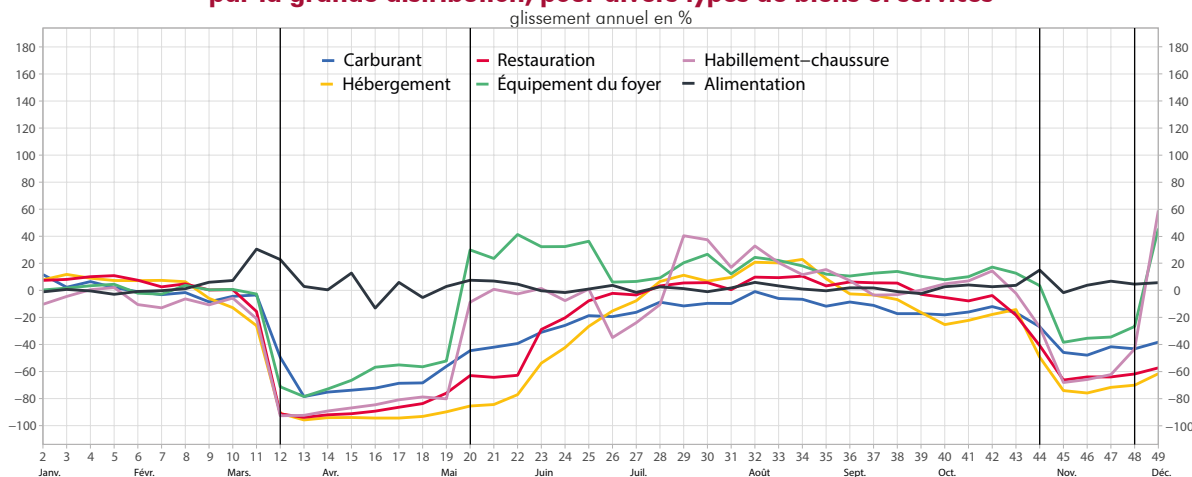
2019). Elle traduirait l'activité très affectée des secteurs toujours soumis à des fermetures (restauration, entraînant l'hébergement dans son sillage, activités culturelles et sportives, *graphiques 5 et 6*) ou bien qui bénéficieraient de levées graduelles de restrictions en décembre (services de transport). Après une baisse modérée en novembre, la consommation en services non marchands reviendrait quant à elle quasiment à son niveau d'avant-crise. Dans la construction,

Tableau 2 - Consommation des ménages en écart au quatrième trimestre 2019 et en taux de croissance

	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Année 2020
En écart au quatrième trimestre 2019	-5,7	-16,5	-1,6	-8	
Évolution	-5,7	-11,4	17,9	-6	-7

Prévisions
Source : Insee

4 - Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB et de ventes par la grande distribution, pour divers types de biens et services

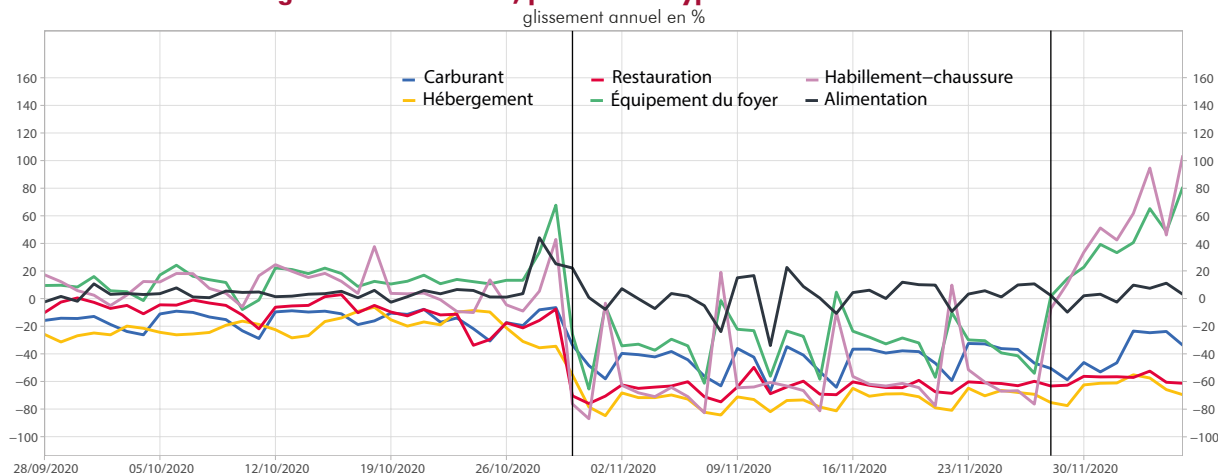


Lecture : lors de la semaine 49 (30 novembre – 6 décembre), les montants de transactions par carte bancaire CB dans l'habillement-chaussure étaient supérieurs de 59 % au montant de la semaine 49 de 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et réouverture des commerces « non essentiels » lors des deux confinements.

Note : la dynamique de ces montants de transaction peut traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire, cette tendance étant corrigée dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise.

Sources : Cartes Bancaires CB, données de caisse d'enseignes de la grande distribution (pour l'alimentation), calculs Insee

5 - Montants quotidiens de transactions par carte bancaire CB et de ventes par la grande distribution, pour divers types de biens et services



Lecture : le mardi 1^{er} décembre, le montant des transactions par carte bancaire CB dans l'habillement-chaussure était de 51 % supérieur à celui du jour comparable en 2019. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et réouverture des commerces « non essentiels ».

Sources : Cartes Bancaires CB, données de caisse d'enseignes de la grande distribution (pour l'alimentation), calculs Insee

Conjoncture française

la reprise des travaux de rénovation ferait progresser la consommation, mais celle-ci se situerait toujours en deçà (-10 %) de son niveau du quatrième trimestre 2019.

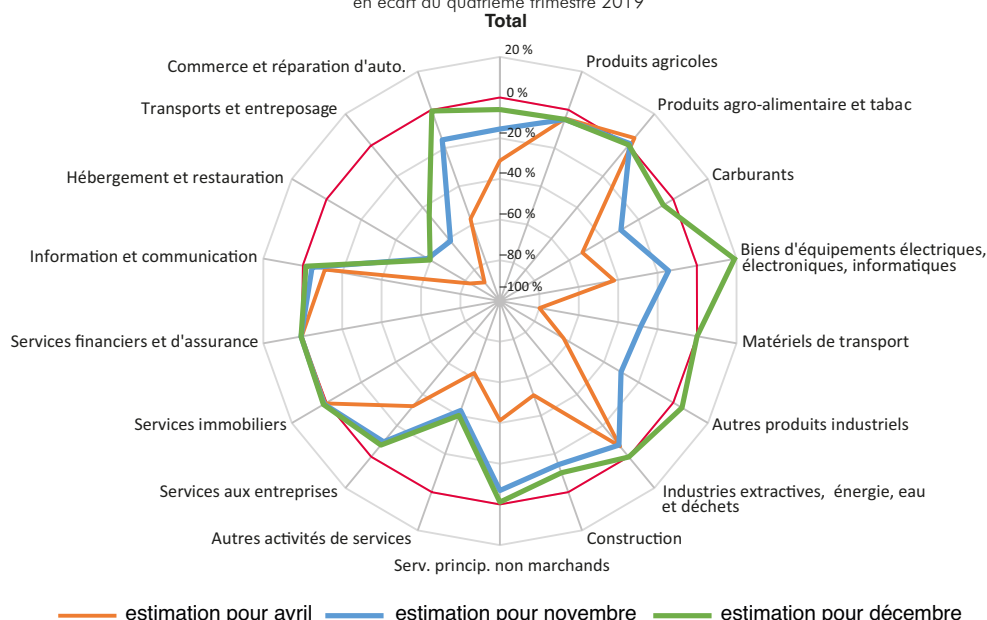
Au total, après avoir rebondi fortement au troisième trimestre (+17,9 %), la consommation des ménages reculerait de 6 % au quatrième trimestre (contre -11,4 % au deuxième trimestre et après -5,7 % au premier). Sur l'année, la baisse de consommation s'établirait ainsi à environ 7 % par rapport à 2019 (*tableau 2*).

Au deuxième trimestre, le taux d'épargne des ménages avait augmenté considérablement (+12 points par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019) en raison de la chute

de la consommation et de la baisse beaucoup plus limitée du revenu disponible. Au troisième trimestre, le rebond de consommation a fait diminuer le taux d'épargne, pour le ramener à 1 point de plus que son niveau d'avant-crise. Au quatrième trimestre, le nouveau recul de la consommation joint à la quasi-stabilité du revenu disponible des ménages (*fiche Revenus des ménages*), conduirait à une nouvelle augmentation de leur taux d'épargne, qui se situerait à près de 22 % du revenu disponible brut (*graphique 7*). Sur l'année 2020, le taux d'épargne des ménages s'établirait à 21 % du revenu disponible brut, soit 6 points de plus qu'en 2019. ■

6 - Consommation des ménages estimée en avril, en novembre et prévue en décembre

en écart au quatrième trimestre 2019

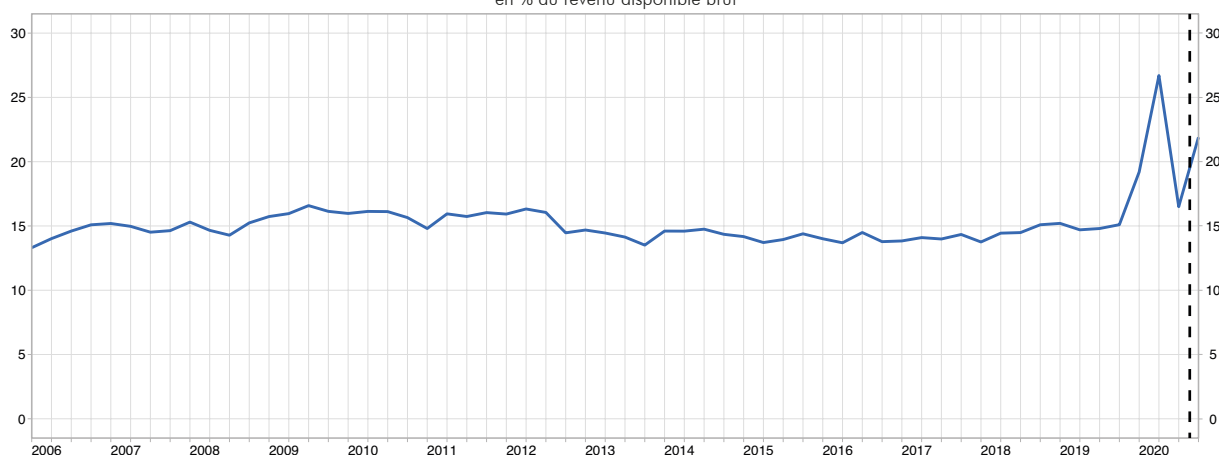


Lecture : la perte d'activité dans l'hébergement et la restauration est estimée à -60 % en décembre 2020 contre -83 % estimée en avril (en écart au quatrième trimestre 2019).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

7 - Taux d'épargne des ménages

en % du revenu disponible brut



Lecture : au quatrième trimestre 2020, le taux d'épargne des ménages s'établirait à 22 % du revenu disponible brut.

Source : Insee

Résultats des entreprises

À un niveau très élevé en 2019, à 33,2 % de la valeur ajoutée, en lien notamment avec le « double versement » ponctuel du CICE transformé en exonérations de cotisations patronales, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) diminuerait fortement, à 29,4 % en moyenne en 2020 (tableau). Son évolution trimestrielle suit en 2020 le rythme de la crise sanitaire : après une baisse aux premier et deuxième trimestres, respectivement à 29,5 % puis 27,8 %, le taux de marge a rebondi au troisième trimestre, à 30,3 %. Au quatrième trimestre, avec la résurgence de l'épidémie et le renforcement des mesures de restrictions sanitaires, le taux de marge diminuerait, quoique moins fortement qu'au printemps. Il s'établirait ainsi à 29,9 % en fin d'année.

Les conséquences de la perte d'activité des entreprises ont été atténuées par le dispositif d'activité partielle

Au premier semestre, la chute de l'activité a conduit à accroître la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée des entreprises, ce qui a pesé sur le taux de marge à hauteur de -2,0 points au premier trimestre puis de -1,2 point supplémentaire au deuxième (graphique). Cependant, l'effet aurait été bien plus fort sans le dispositif d'activité partielle, qui a permis aux entreprises d'adapter leur masse salariale à leur

niveau d'activité, tout en préservant les emplois concernés. Au troisième trimestre, la reprise de l'activité a conduit mécaniquement le taux de marge à se redresser.

Au quatrième trimestre, le recul de l'activité lié au deuxième confinement pèserait à nouveau sur le taux de marge, mais de manière bien plus modérée qu'au printemps : en effet, plusieurs secteurs, notamment dans l'industrie, parviendraient à préserver leur activité durant le deuxième confinement. À nouveau, l'augmentation du recours à l'activité partielle tempérerait l'effet sur le taux de marge de la baisse globale de valeur ajoutée.

L'évolution des impôts et subventions sur la production est principalement portée par la fin du CICE et le recours au fonds de solidarité

Les autres facteurs (tableau) de détermination du taux de marge, dont la contribution négative s'est progressivement allégée durant les trois premiers trimestres de l'année, soutiendraient le taux de marge au quatrième trimestre 2020. Parmi ces autres facteurs, les principaux sont les subventions : le CICE a contribué très négativement en début d'année et le fonds de solidarité positivement depuis le début de la crise sanitaire.

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	Variations trimestrielles								Variations annuelles	
	2019				2020				2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Taux de marge (en niveau)	33,1	33,4	33,2	33,3	29,5	27,8	30,3	29,9	33,2	29,4
Variation du taux de marge	1,3	0,3	-0,1	0,1	-3,8	-1,7	2,4	-0,3	1,7	-3,8
Contributions à la variation du taux de marge										
du ratio de la masse salariale et de la valeur ajoutée	0,1	0,3	-0,4	-0,2	-2	-1,2	2,5	-1	0,3	-2,5
du taux de cotisation employeur	1,5	0	0,2	0,3	0	0,1	0,1	0	1,8	0,5
d'autres facteurs (dont impôts sur la production nets des subventions)	-0,3	0	0	0	-1,8	-0,5	-0,2	0,7	-0,4	-1,8

Note : le taux de marge mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon complémentaire entre :

- le ratio entre la masse salariale et la valeur ajoutée
- le taux de cotisation employeur, dont l'évolution met en valeur la reconversion du CICE en exonération de cotisations
- d'autres facteurs : il s'agit notamment des impôts sur la production nets des subventions, dont le CICE (que la comptabilité nationale enregistre comme une subvention aux entreprises, comme le recommande le Système européen des comptes dans sa dernière version).

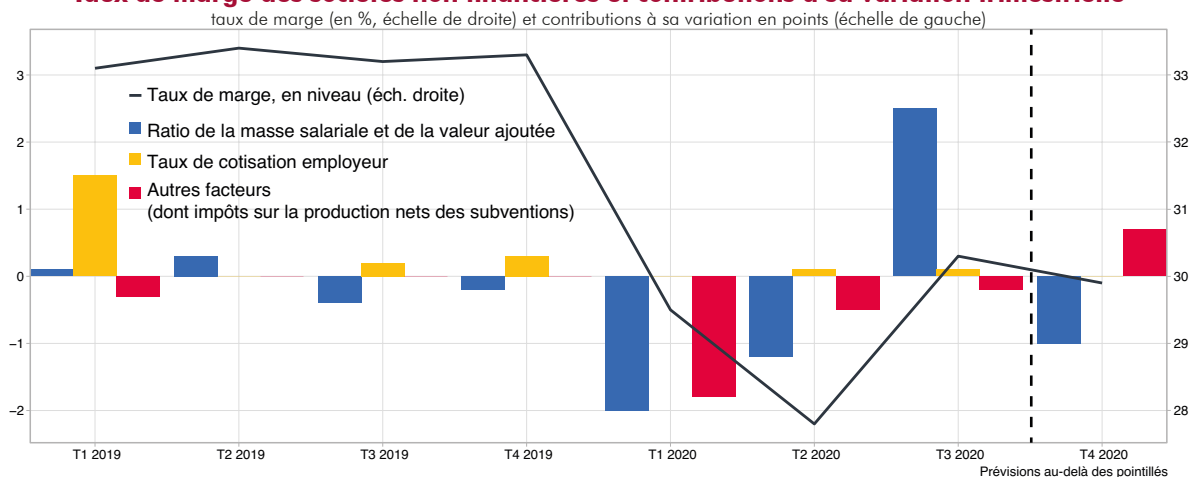
Source : Insee

Conjoncture française

En effet, du fait de sa transformation en exonération de cotisations patronales en 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) n'a pas été versé en 2020. À l'inverse, le fonds de solidarité a contribué à augmenter les subventions reçues par les SNF, en apportant une aide financière aux petites et moyennes entreprises touchées par une forte baisse d'activité. Durant les trois premiers trimestres de l'année, cette aide pouvait s'élever jusqu'à 1500 €. Dans le contexte du deuxième confinement, cette mesure a été renforcée : les entreprises éligibles peuvent désormais recevoir soit jusqu'à 10 000 €, soit

jusqu'à 20 % de leur chiffre d'affaires de 2019 dans la limite de 200 000 € par mois. Ainsi, les subventions versées au titre de ce fonds durant le quatrième trimestre seraient presque égales à celles qui ont été allouées durant les 9 premiers mois de l'année. De plus, si la plus grande partie de ces subventions a été allouée aux entreprises individuelles durant la première partie de l'année (*fiche Revenus des ménages*), la revalorisation des plafonds de l'aide au quatrième trimestre profiterait dans une plus grande mesure aux petites sociétés non financières, dont le chiffre d'affaires est généralement plus élevé. ■

Taux de marge des sociétés non financières et contributions à sa variation trimestrielle



Lecture : au troisième trimestre 2020, le taux de marges des sociétés non financières a été de 30,3 %. La principale contribution à sa variation a été celle du ratio entre masse salariale et valeur ajoutée, à 2,5 points.

Source : *Calculs Insee*

Développements internationaux

Les mesures de restrictions prises face à la deuxième vague épidémique à l'automne devraient altérer la reprise de l'activité économique au quatrième trimestre en Europe. Les services sont davantage affectés par ces restrictions que la production de biens et la reprise de la consommation entamée pendant l'été devrait notamment subir un coup d'arrêt, en raison de la fermeture des commerces « non essentiels » et des restaurants dans un certain nombre de régions, alors même qu'elle n'avait pas retrouvé son niveau d'avant-crise en Italie et en Espagne. De même, les indicateurs à haute fréquence témoignent d'un nouveau recul de la mobilité au mois de novembre. L'allègement des contraintes sanitaires dans certains pays européens depuis la fin novembre laisse néanmoins entrevoir une reprise de la fréquentation des commerces et transports en cette fin d'année, mais la situation sanitaire reste très incertaine à court terme.

L'activité demeure loin de son niveau d'avant-crise en Europe et décrocherait pendant le quatrième trimestre

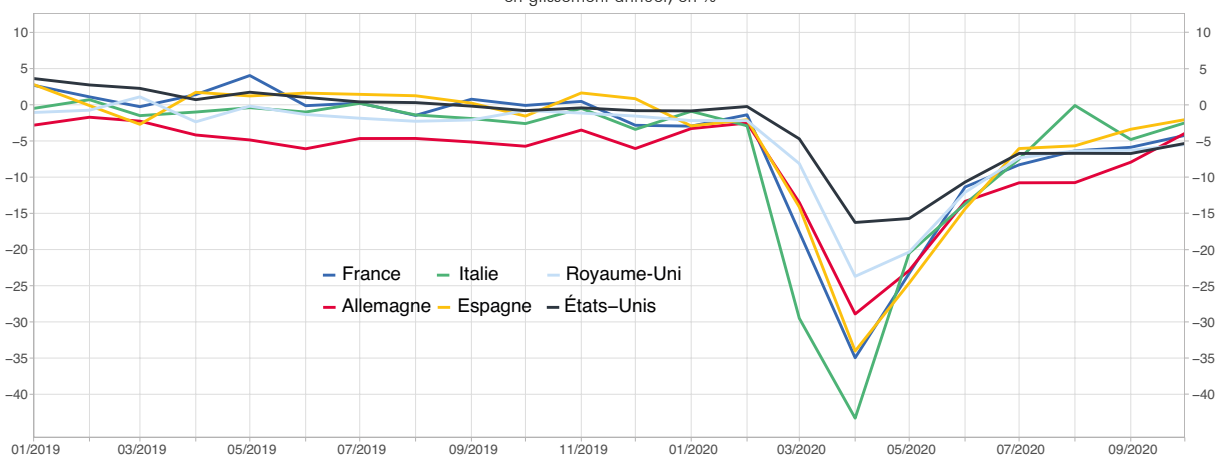
Avant le renforcement des restrictions lié à la deuxième vague épidémique, les économies occidentales demeuraient encore affectées par les restrictions mises en place au printemps.

L'indice de production industrielle témoigne de cette reprise graduelle par son amélioration progressive (en octobre +3,4 % en Allemagne, +1,6 % en France notamment). Cependant, il se situe encore en deçà de ses niveaux antérieurs à la crise (*graphique 1*), autour de -5 % en glissement annuel dans les pays suivis, à l'exception de l'Espagne et de l'Italie (respectivement -2,1 % et -2,5 %). Ainsi la production industrielle en octobre apparaissait encore affectée par la première vague épidémique.

La deuxième vague épidémique, par les nouvelles restrictions qu'elle a entraînées au mois de novembre, affaiblirait de nouveau les économies européennes et américaine. Ces restrictions sanitaires, malgré des allègements en décembre, continuent d'amoindrir l'activité dans les principaux pays suivis : en France, les commerces « non essentiels » ont pu rouvrir fin novembre, mais les bars et les restaurants restent fermés. Le confinement anglais a pris fin début décembre, laissant place à un système de zones permettant aussi à certains commerces de rouvrir. En revanche, le secteur de l'hébergement-restauration reste très affaibli, comme en Écosse où un système similaire a été instauré entre fin novembre et le 11 décembre. Alors que le Royaume-Uni a débuté sa campagne de vaccination la semaine passée, l'épidémie semble repartir à la hausse suite à l'allègement des restrictions. Un renforcement des restrictions est aussi mis en place à une

1 - La production industrielle se reprend progressivement, mais demeure à des niveaux inférieurs à 2019

en glissement annuel, en %



Sources : Eurostat, Istat, ONS, Destatis, INE, Federal Reserve Board

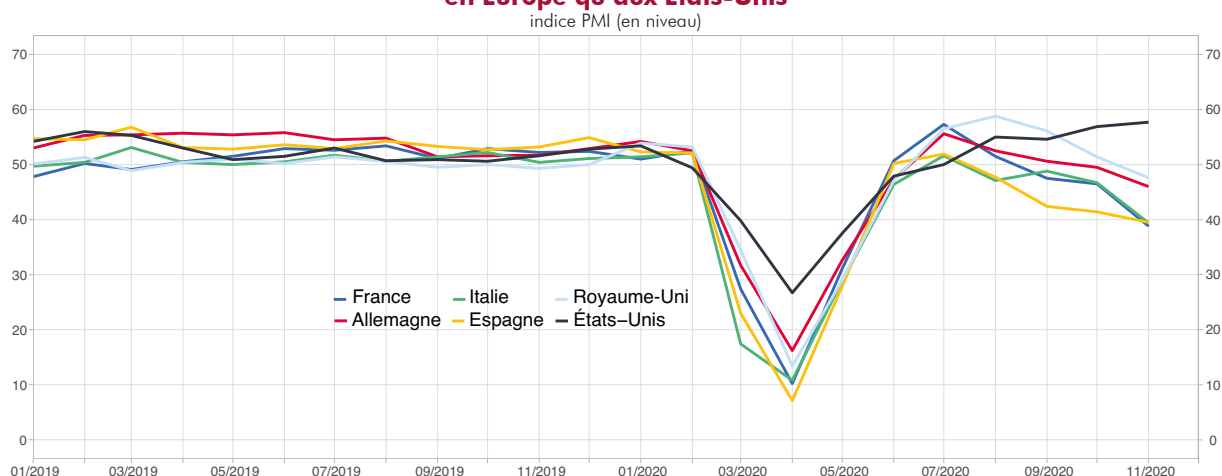
Développements internationaux

échelle régionale en Italie et en Espagne : depuis plus d'un mois, un confinement est en vigueur dans cinq régions italiennes, en plus d'un couvre-feu national. Cette situation devrait se poursuivre du fait d'une situation qui reste préoccupante malgré une légère amélioration des indicateurs sanitaire depuis 10 jours. En Espagne, des confinements ont notamment été instaurés dans les régions de Madrid et de Navarre jusqu'à la mi-décembre. Néanmoins, la virulence du virus baisse et l'Espagne est passée pour la première fois depuis le mois d'août sous la barre des 200 cas pour 100 000 habitants, laissant présager un allègement des mesures à venir. Outre-Rhin, les restrictions en vigueur en novembre se sont quant à elles accentuées : alors que les bars, restaurants et lieux de divertissement étaient fermés, des limitations dans les rassemblements et dans

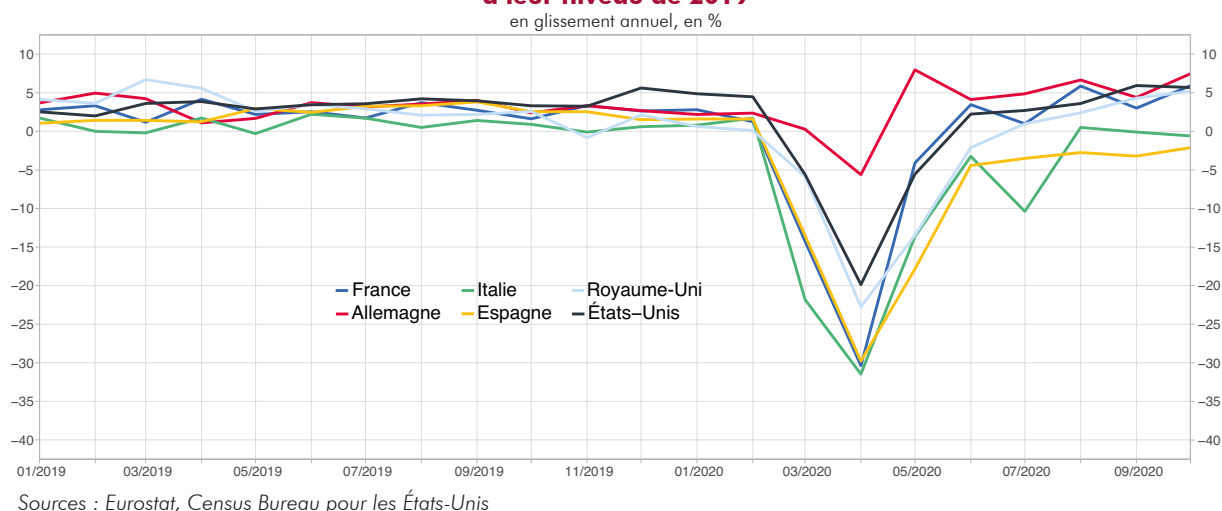
l'accès aux commerces ont été décidées début décembre. La propagation du virus s'intensifiant en Allemagne, le gouvernement fédéral a, par ailleurs, annoncé la fermeture des commerces « non essentiels », des écoles et des crèches à partir du 16 décembre et jusqu'au 10 janvier. Enfin, aux États-Unis, les restrictions sont mises en œuvre localement, et sont moins strictes qu'en Europe. Le nombre de cas quotidiens, d'hospitalisations et de décès se situent désormais à des niveaux record suite aux célébrations de *Thanksgiving* notamment, suscitant des inquiétudes.

Dans le secteur des services, les enquêtes de conjoncture d'IHS Markit dans les services reflètent une activité ralentie en Europe, contrairement aux États-Unis où l'indice PMI a augmenté en novembre (*graphique 2*), illustrant des mesures moins restrictives outre-Atlantique.

2 - Les indices PMI dans les services témoignent d'un climat conjoncturel plus dégradé en Europe qu'aux États-Unis



3 - En octobre, les ventes au détail en Italie et en Espagne demeuraient inférieures à leur niveau de 2019



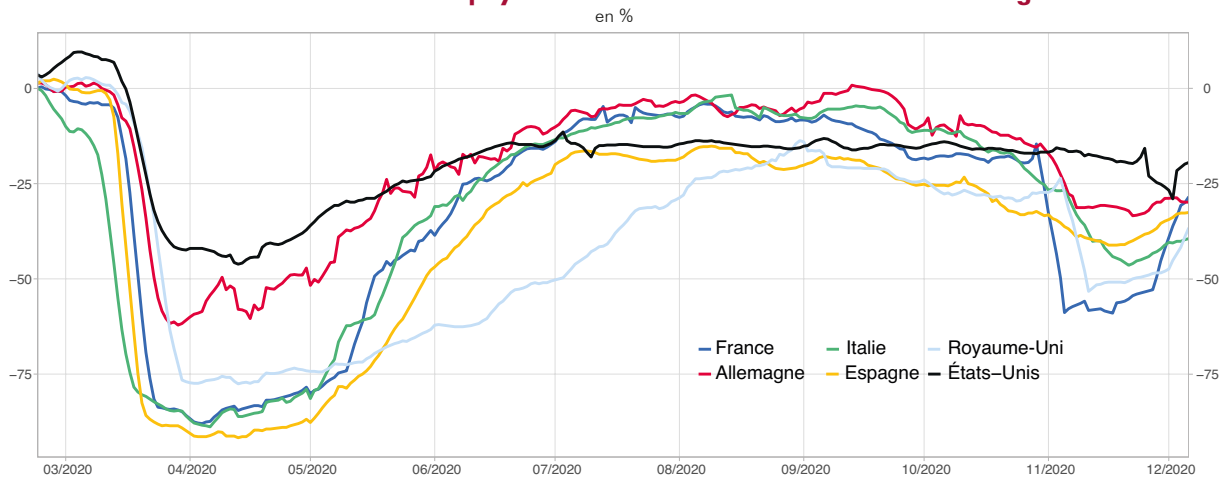
En Allemagne et au Royaume-Uni, les soldes d'opinion dans la branche des services sont passés sous le seuil de contraction en novembre (respectivement 46,0 et 47,6). En France, en Italie et en Espagne, les perspectives apparaissent plus dégradées : les indices PMI ont davantage décliné, atteignant respectivement 38,8, 39,4 et 39,5 en novembre.

La reprise de la consommation ondoie au gré des mesures de restrictions

Dans les principaux pays occidentaux, l'évolution des ventes au détail sur un an distingue deux groupes de pays (*graphique 3*) : ceux qui ont rattrapé ou dépassé leur niveau de 2019 (France, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis) et ceux dont le niveau des ventes reste en retrait (Italie, Espagne). En Italie, les ventes au détail ont baissé de 0,6 % en

octobre, légèrement inférieures à leur niveau d'avant-crise (-0,6 % en glissement annuel). En Espagne, elles ont légèrement progressé en octobre (+0,6 %) mais se situent toujours sous leur niveau d'il y a un an (-2,1 %). Plus au nord de l'Europe, les niveaux des ventes au détail demeurent depuis l'été supérieurs à ceux de 2019 et ont même augmenté en octobre (+2,8 % en France, +2,6 % en Allemagne et +1,0 % au Royaume-Uni). Néanmoins, l'écart par rapport à octobre 2019 est le plus important en Allemagne (+7,5 %, contre +5,9 % en France et +5,2 % au Royaume-Uni). Au contraire, aux États-Unis, les incertitudes quant à la prolongation des mesures de soutien aux ménages, et en particulier aux chômeurs, pourraient peser sur la consommation, comme en témoigne le léger fléchissement des ventes au détail (+5,7 % en glissement annuel en octobre après +5,9 % en septembre).

4 - La fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs rebondit début décembre dans les pays où les restrictions sanitaires ont été allégées

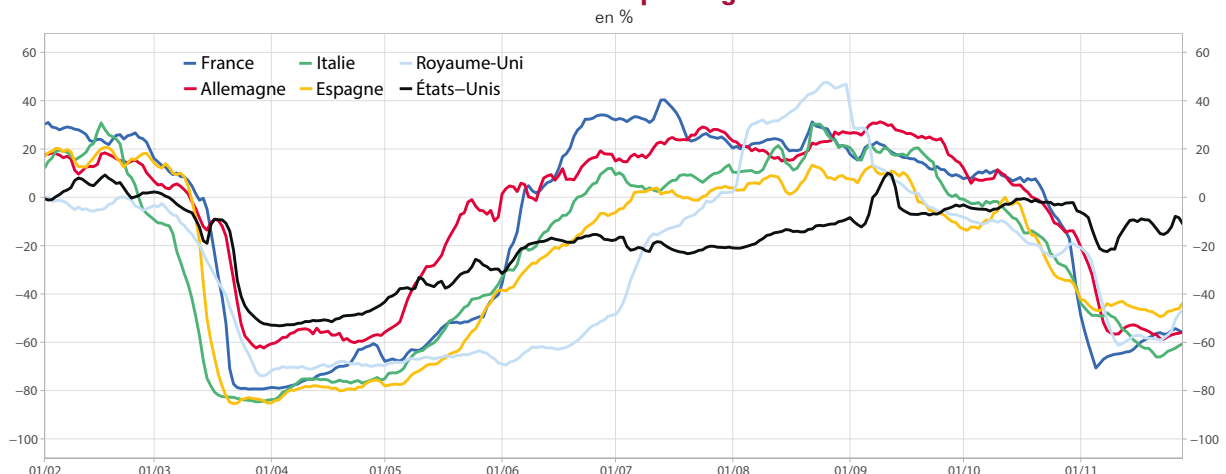


Lecture : la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs en France était inférieure le 6 décembre de 28 % en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la valeur médiane calculée par Google entre le 3 janvier et le 6 février.

Note : La date du dernier point est le 6 décembre.

Source : Google Maps Mobility

5 - Après un effondrement début novembre dans les pays européens, le nombre de recherches internet du mot « restaurant » repart légèrement à la hausse



Lecture : la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du mot « restaurant » sur Google en France était inférieure le 5 décembre de 56 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 5 décembre entre 2016 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 5 décembre.

Source : Google Trends

Fin novembre, les indicateurs à « haute fréquence » de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs constituent les signaux avancés d'une reprise de la consommation : après une forte baisse liée aux mesures sanitaires, la fréquentation de ces établissements semble s'améliorer depuis la mi-novembre (*graphique 4*). Le rebond est particulièrement net fin novembre dans les pays sortant de confinement en raison de la réouverture des commerces : en une semaine, cet indicateur a bondi de -52 % à -30 % en France et de -48 % à -36 % au Royaume-Uni. Aux États-Unis, la fréquentation des commerces de détail et lieux récréatifs semblait en légère baisse au mois de novembre, avant les variations attribuables à *Thanksgiving* à la fin du mois.

Les mesures de restrictions concernant les activités « non essentielles » au mois de novembre ont provoqué une chute du nombre de recherches du terme « restaurant » dans tous les pays européens (*graphique 5*), tombant à des niveaux à peine plus élevés que lors du premier confinement. Seule l'Espagne, en raison de restrictions plus faibles, se situe à un niveau nettement supérieur à celui d'avril (-45 % contre -90 %). En fin de mois, cet indicateur a cessé de diminuer et a même rebondi en Espagne et au Royaume-Uni, stimulé par l'allègement des mesures de restrictions. À l'inverse des pays européens, les États-Unis n'ont pas subi de fermetures généralisées des restaurants, ce qui explique le maintien de cet indicateur autour de -15 % en novembre.

La mobilité, toujours affectée par les restrictions sanitaires, semble s'améliorer en Europe

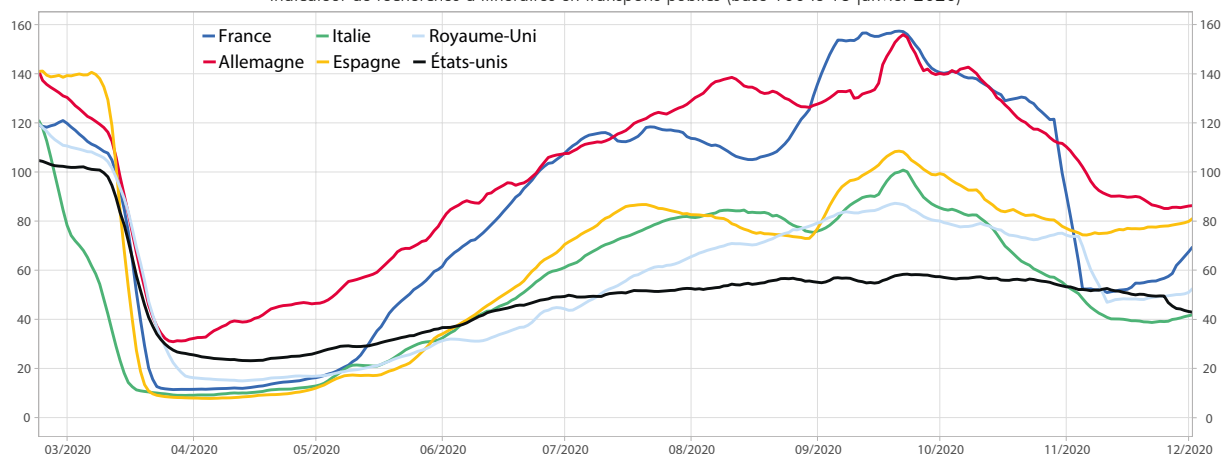
En Europe et aux États-Unis, l'utilisation des transports évolue en ligne avec les restrictions sanitaires. En France, l'indice de fréquentation des transports publics d'Apple Maps Mobility se reprend, particulièrement depuis la réouverture des commerces « non essentiels » (+17 points entre le 27 novembre et le 5 décembre, *graphique 6*). Au Royaume-Uni, l'allègement du confinement anglais participe au regain d'utilisation des transports publics début décembre, se rapprochant de ses niveaux du mois d'octobre. En Allemagne et en Espagne, la fréquentation des transports publics paraît moins affectée (inférieure respectivement de 15 % et 20 % par rapport à janvier), avec toutefois des évolutions différentes : elle se stabilise début décembre en Allemagne avec le prolongement des restrictions sanitaires tandis qu'elle s'améliore progressivement depuis début novembre en Espagne. Au sein des principaux pays européens, l'utilisation des transports publics reste la plus affectée en Italie (-60 % par rapport à janvier) mais sa tendance à la baisse semble s'être interrompu fin novembre. Sur la même période, aux États-Unis, la fréquentation des transports a entamé une légère décrue, pour, sous l'effet de l'intensification des restrictions régionales, rejoindre le niveau italien.

L'indice de congestion TomTom¹ suggère une reprise soutenue de la mobilité dans trois pays d'Europe : la France, le Royaume-Uni et l'Italie

1. L'indice de congestion Tomtom se situait pour les pays suivis entre janvier et mars 2020 entre 30 et 45 (sauf Espagne entre 20 et 25). Un indice de congestion de 30 signifie que le temps de trajet pour parcourir un itinéraire donné augmente de 30 % par rapport à une situation sans circulation.

6 - La fréquentation des transports publics se reprendrait en Europe, au contraire des États-Unis

indicateur de recherches d'itinéraires en transports publics (base 100 le 13 janvier 2020)



Note : la date du dernier point est le 9 décembre.

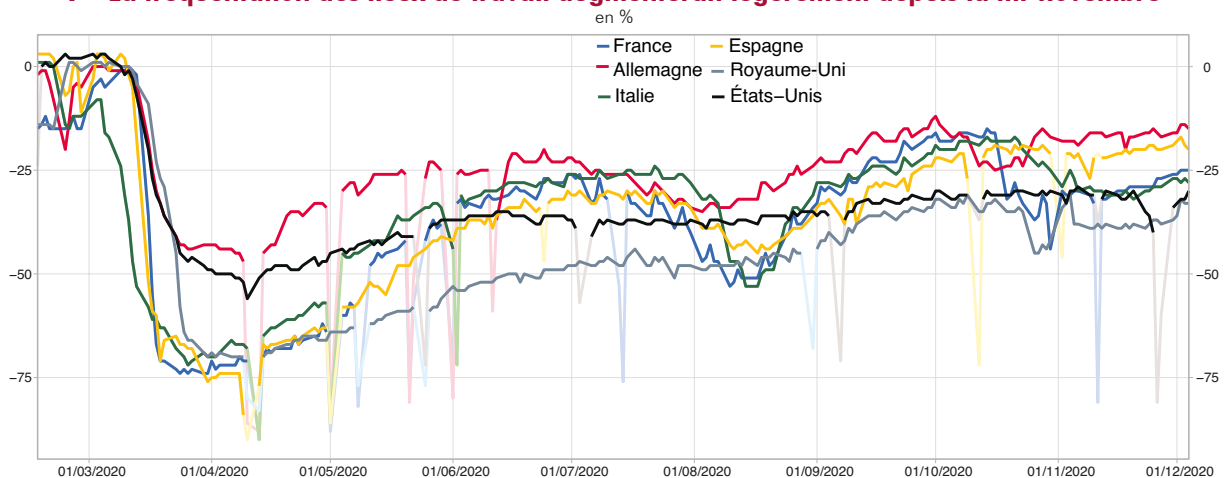
Source : Apple Maps Mobility

(respectivement +11, +5 et +8 points entre mi-novembre et début décembre). Ces trois pays se rapprochent du niveau allemand (31), mais tous demeurent en-dessous de leur niveau d'avant-crise de plusieurs points. En Espagne et aux États-Unis, le niveau de congestion demeure faible au mois de novembre, à un niveau relativement stable (autour de 15).

En lien avec cette réduction de la mobilité, les déplacements vers les lieux de travail ont diminué fin octobre et début novembre, en particulier dans les pays confinés, et semblent à nouveau

augmenter début décembre (*graphique 7*). En France et au Royaume-Uni, la fréquentation des lieux de travail était relativement stable au mois de novembre (respectivement -30 % et -38 %), mais repart à la hausse depuis l'allègement des restrictions. Dans les autres pays européens, les déplacements vers les lieux de travail présentent une hausse légère et continue depuis la mi-novembre, autour de -15 % en Allemagne, -20 % en Espagne et -30 % en Italie. Avant les congés de *Thanksgiving*, la fréquentation des lieux de travail demeurait stable aux États-Unis depuis plusieurs mois (-30 %). ■

7 - La fréquentation des lieux de travail augmenterait légèrement depuis la mi-novembre



Lecture : la fréquentation des lieux de travail en Espagne était inférieure le 4 décembre de 19 % par rapport à la valeur médiane calculée par Google entre le 3 janvier et le 6 février.

Note : contrairement aux autres graphiques des indicateurs à « haute fréquence », la méthodologie de cet indicateur ne repose pas sur une moyenne mobile (afin d'observer précisément les effets des mesures au jour près) mais les jours fériés, problématiques pour l'analyse de la fréquentation des lieux de travail, sont indiqués dans une couleur plus claire. La date du dernier point est le 4 décembre.

Source : Google Maps Mobility

■ Directeur de la publication
Jean-Luc Tavernier

■ Rédacteurs en chef
Julien Pouget
Olivier Simon
Frédéric Tallet

■ Contributeurs
Victor Amoureux
Guillaume Arion
Jules Baleyte
Tanguy Barthelemy
Hayet Bendekkiche
Emmanuel Blanchard
Myriam Broin
Thibault Caë
Éliette Castelain
Alicette Cheptitski
Olivier Dorothée
Vianney Ducatel
David Fath
Étienne Frel-Cazenave
Léa Garcia
Hugues Genin
Juliette Grangier
Fabien Guggemos
Théo Guichaoua
Lorraine Koehl
Sylvain Larrieu
Thomas Laurent
Hadrien Leclerc
Clément Lefebvre
Julien Machado
Jérémy Marquis
Christelle de Miras
Robin Navarro
Pierre Poulon
Benjamin Quévat
Bruno Quille
Sophie Renaud
Théo Roudil-Valentin
Hélène Thélot
Sophie de Waroquier de Puel Parlan

■ Secrétariat de rédaction et mise en page
Fabrice Hillaireau
Jean-Pierre Catan
Séverine Clément
Mathilde Demarque

■ Secrétariat
Nathalie Champion

Les *Notes de conjoncture* sont disponibles dès leur parution sur le site internet de l'Insee dans les rubriques Conjoncture et Collections à l'adresse www.insee.fr.

Rédaction achevée le 14 décembre 2020